RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DEPARTEMENTAL DU 8 DECEMBRE 2023

DELIBERATIONS

Publication n°434 du 12 décembre 2023

ISSN 2494-419X-Atelier d'imprimerie du Département des Hautes-Pyrénées

Publication mise à disposition du public et consultable sur place à l'Hôtel du Département :
Direction des Assemblées - 7 rue Gaston Manent - 1er étage - Porte N°109 - 65000 Tarbes
Communicable sur simple demande à M. le Président du conseil départemental - Direction des Assemblées, à l'adresse rappelée ci-dessous ou par téléphone au 05.62.56.78.52

DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

PUBLICATION

DELIBÉRATIONS

Conseil Départemental

- Réunion du 8 décembre 2023
  - Vœu « Maladie Hémorragique Epizootique (MHE) : En soutien aux éleveurs et au marché de Rabastens-de-Bigorre, les élus demandent à l'Etat des aides rapides et facilitées »
  - Vœu « Non application du ZAN aux communes de moins de 1 000 habitants »

****

**

Calendrier des réunions du Conseil Départemental à venir :

- 9 février 2024 (orientations budgétaires)
- 29 mars 2024 (budget primitif)
- 21 juin 2024 (décision modificative)

à l'Hôtel du Département – 6 rue Gaston Manent – 65000 TARBES.

RÉPUBLIQUE FRANCAISE

CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU 8 DÉCEMBRE 2023

DÉLIBÉRATIONS

Le conseil départemental s'est réuni dans le lieu habituel de ses séances sous la présidence de Michel PÉLIEU.
Secrétaire de séance : Mme Joëlle ABADIE.

Date de la convocation : 24/11/2023

Le Président du Conseil départemental ouvre la séance à 10 heures.

L'ordre du jour est le suivant :

1re Commission - Solidarités sociales

101 PROROGATION DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES 2018-2023 POUR UNE PERIODE DE 12 MOIS

3e Commission - Infrastructures, collèges et mobilités

301 SCHEMA DEPARTEMENTAL CYCLABLE 2024-2034

5e Commission - Finances, ressources humaines, numérique

501 AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DE PONDERATION DES METIERS

502 REVISION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

503 BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N°3

504 PRE-BUDGETS 2024

Voeux

- « Maladie hémorragique épizootique (MHE) : En soutien aux éleveurs et au marché de Rabastens-de-Bigorre, les élus demandent à l'Etat des aides rapides et facilitées » *déposé par le groupe « Passionnément Hautes-Pyrénées, Radicalement Solidaires », soutenu par les groupes « Nos territoires en Commun », « Progrès & Solidarité », « Communiste », « Socialistes et Apparentés »*
- « Non application du ZAN aux communes de moins de 1 000 habitants » déposé par le *groupe « Passionnément Hautes-Pyrénées, Radicalement Solidaires », soutenu par les groupes «* Nos territoires *en Commun », « Communiste », « Socialistes et Apparentés »*

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

PROROGATION DU PLAN DEPARTEMENTAL D'ACTION POUR LE LOGEMENT ET L'HEBERGEMENT DES PERSONNES DEFAVORISEES 2018-2023 POUR UNE PERIODE DE 12 MOIS

DOSSIER N°101
Madame Isabelle LAFOURCADE, RAPPORTEUR

Vu le rapport du Président concluant à la prorogation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2018-2023 d'un an.

Le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) des Hautes Pyrénées a été élaboré et adopté conjointement par l'Etat et le Département pour la période 2018-2023.

Il est articulé autour de 3 objectifs stratégiques :

1. Offrir aux personnes défavorisées un parc de logement et d'hébergement adapté aux besoins, accessible, et de qualité ;
2. Fluidifier et sécuriser les parcours en coordonnant les actions concernant l'accès et le maintien dans le logement ;
3. Assurer la dynamique du Plan par le pilotage, l'animation, la coordination et la communication.

Les pilotes des fiches action - la Direction Départementale du Travail de l'Emploi, des Solidarités et de la Protection des Populations (DDETS-PP), la Direction Départementale des Territoires (DDT), l'Agence Régionale de Santé (ARS), la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées (CA-TLP) et la Direction de la Solidarité Départementale du Département des Hautes Pyrénées - en assurent la déclinaison opérationnelle.

En début d'année 2023, un travail important de recensement et bilan des actions en cours a été réalisé par les pilotes. Ce travail a mis en évidence le nombre de fiches action en cours de réalisation et ont dû être réajustées, notamment pour répondre aux modifications dans le cadre légal.

Compte tenu de l'ampleur des travaux en cours de réalisation et du délai nécessaire pour élaborer le prochain Plan, le comité Technique du PDALHPD, réuni le 15 mars 2023, a élaboré un projet de prorogation du Plan actuel.

Les objectifs de cette prorogation sont :

1) Etablir un bilan détaillé, au plus près du territoire, par les pilotes, à partir de chaque fiche action,

2) Finaliser des travaux en cours et programmés pour la période juin 2023-juin 2024 dont trois en lien avec des textes et délais nationaux et un autre identifié comme prioritaire par l'ensemble des partenaires,

3) Identifier les actions logement/hébergement dans d'autres schémas d'action sociale et les relier, pour plus de cohérence.

Conformément aux dispositions du décret du 14 novembre 2017, Monsieur le Préfet et Monsieur le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées ont demandé conjointement, le 20 juin 2023, l'avis du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) sur ce projet de prorogation. Ce comité, réuni le 7 novembre 2023 a donné un avis favorable.

Afin de permettre la révision du Plan actuel et de mener les travaux pour élaborer le futur Plan 2025-2029, il convient de prendre un arrêté portant prorogation d'un an à celui en vigueur, soit jusqu'au 6/12/2024.

Après avis de la première commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1er - d'approuver la prorogation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2018-2023 pour une période d'un an, soit jusqu'au 6 décembre 2024,

Article 2 - d'autoriser le Président à signer tout document utile à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,

Michel PÉLIEU

PRÉFET
DES HAUTES-
PYRÉNÉES
Liberté
Égalité
Fraternité

HAUTES-PYRÉNÉES
LE DÉPARTEMENT

ARRÊTÉ N°
portant prorogation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018-2023 des Hautes-Pyrénées

Le Préfet
des Hautes-Pyrénées

Le Président du Conseil Départemental
des Hautes-Pyrénées

Vu la loi n° 90-449 du 31 mai 1990 modifiée visant la mise en œuvre du droit au logement,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales,

Vu la loi n° 2007-290 du 5 mars 2007 instituant le droit au logement opposable et portant diverses mesures en faveur de la cohésion sociale,

Vu le loi n°2017-26 du 27 janvier 2017 relative à Egalité et à la Citoyenneté

Vu le décret n° 2017-1565 du 14 novembre 2017 relatif aux plans départementaux d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées,

Vu la délibération du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées en date du 7 décembre 2018 approuvant le plan et autorisant le président du Conseil Départemental à signer le plan,

Vu le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALPD) 2018-2023 des Hautes-Pyrénées approuvé le 7 décembre 2018, intégrant le Plan Départemental d'Accueil, d'Hébergement et d'Insertion (PDAHI) des personnes sans domicile ou mal logées,

Vu la délibération du Conseil Départemental en date du 8 décembre 2023 décidant de proroger de douze mois le PDALHPD 2018-2023 des Hautes-Pyrénées et autorisant le Président du Conseil Départemental à signer l'arrêté conjoint de prorogation,

Vu la demande d'avis au Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH) du projet de prorogation du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) 2018-2023 des Hautes-Pyrénées en date du 20 juin 2023, signée conjointement par Monsieur le Préfet des Hautes Pyrénées et Monsieur le Président du Conseil Départemental des Hautes Pyrénées,

Vu l'avis favorable du Comité Régional de l'Habitat et de l'Hébergement (CRHH), en date du 7 novembre 2023 à la demande de prorogation,

Vu la validation par le Comité Responsable du Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées des travaux en cours,

Considérant les travaux d'élaboration du nouveau Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées 2025-2029, en coopération avec l'Etat, les collectivités locales et les acteurs locaux sur la période d'octobre 2023 à septembre 2024,

Sur proposition de Mme la Secrétaire Générale de la Préfecture et de M le Directeur Général des Services du

Conseil Départemental,

ARRÊTENT

Article 1 : le Plan Départemental d'Action pour le Logement et l'Hébergement des Personnes Défavorisées (PDALHPD) des Hautes-Pyrénées 2018-2023 est prorogé pour une durée de douze mois jusqu'au 6 décembre 2024.

Article 2 : le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Hautes-Pyrénées et au recueil des actes administratifs du Département des Hautes-Pyrénées.

Tarbes, le

Le Préfet des Hautes-Pyrénées,	Le Président du Conseil Départemental des Hautes-Pyrénées,
Jean SALOMON	Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

SCHEMA DEPARTEMENTAL CYCLABLE 2024-2034

DOSSIER N°301
Monsieur Louis ARMARY, RAPPORTEUR

Vu le rapport du Président concluant à l'approbation du schéma directeur départemental cyclable 2024-2034.

Lauréat de l'appel à projet Avélo2 de l'ADEME, le Département a lancé en 2022 l'élaboration d'un Plan Vélo, qui a pour objectif la promotion de tous les usages du vélo et la mise en cohérence des actions engagées, en complémentarité avec les actions des autres collectivités du territoire.

I – L'état des lieux

Ce schéma a été établi après un état des lieux réalisé sur l'ensemble du territoire départemental, en tenant compte des attentes et des stratégies de la CATLP et des Communautés de Communes, et en s'appuyant sur un questionnaire accessible à tous, qui a recueilli près de 2 000 réponses.

Aujourd'hui, l'usage du vélo au quotidien a un développement assez inégal et limité en fonction des territoires :

- trois territoires ont un schéma directeur cyclable (CATLP, CCPVG et CCHB) ;
- chaque acteur agit à son niveau et sur son territoire, avec parfois un besoin d'accompagnement sur les plans techniques et financiers, ou de coordination ;
- des besoins forts pour le vélo domicile-travail autour des zones agglomérées ;
- une composante touristique et sportive essentielle, notamment en zone montagne ;
- 2 150 km de routes départementales avec une pente inférieure à 6 % dont 31,6 km (1,5 % du réseau départemental, 42,7 km si on inclut les zones apaisées) possèdent des aménagements cyclables (essentiellement dans l'agglomération de Tarbes-Lourdes Pyrénées).

Les principaux freins à l'usage du vélo signalés par ceux qui ont répondu à l'enquête internet sont :

- Le manque de sécurité et de continuité des itinéraires ;
- Le manque de civisme et la difficulté d'un partage apaisé de la route ;
- Le besoin de signalétique en milieu rural ;
- Un besoin d'amélioration de l'entretien des aménagements existants ;
- Le manque de stationnement sécurisés ;
- Le manque de services (stations de réparation et de gonflage) ;
- Le coût d'acquisition des vélos à assistance électrique.

II – Le Plan Vélo Départemental 2024 - 2034

Le plan Vélo présenté, dont une synthèse est jointe en annexe à ce rapport, comporte deux volets :

- Un plan des liaisons cyclables d'intérêt départemental
    - Il s'agit des liaisons sur lesquelles le Département envisage de prioriser ses interventions,

- Un plan d'actions, avec 21 actions réparties en quatre axes
    - Les actions proposées se déploieront progressivement sur la période 2024-2034, à mesure que les projets des différents partenaires pourront aboutir. Tous les itinéraires présentés ne pourront pas être aménagés à l'horizon 2034, l'essentiel étant de s'engager dans une dynamique coordonnée.

Chemin faisant, cette vision pourra être améliorée ou modifiée pour tenir compte des évolutions qui pourraient se présenter.

II.1 - Les liaisons départementales d'intérêt cyclable

Quatre niveaux de structuration de ces liaisons départementales :

- Les liaisons majeures
    - Il s'agit des liaisons interdépartementales existantes, que sont les véloroutes V81, V82, V83 ainsi que la route des cols,
    - Sur ces liaisons, l'action portera principalement sur le niveau d'entretien, le développement du jalonnement et des services, la résorption de points noirs,

- Les liaisons structurantes
    - Il s'agit de liaisons principales à aménager, reliant les liaisons majeures entre elles et avec les principaux pôles identifiés en ayant un besoin fort domicile-travail,
    - Sur ces liaisons, la première action prévoit la création de comités d'itinéraires associant toutes les parties afin d'en définir le tracé et d'en engager la réalisation,

- Les liaisons de rabattement
    - Il s'agit de connections de certains secteurs du territoire sur les liaisons majeures ou structurantes,
    - Sur ces liaisons, les actions porteront principalement sur le jalonnement et la résorption de points noirs,

- Les itinéraires cyclosportifs
    - Ces itinéraires existent et correspondent aux montées de cols déjà jalonnés, sur lesquels il est proposé de poursuivre et améliorer le jalonnement et les services.

II.2 – Le plan d'action

Les actions proposées sont réparties en quatre axes, et ont été définies à partir des réponses aux questionnaires et à la suite d'entretiens avec les ECPI, avec des Communes, avec des associations d'usagers, et avec des socio-professionnels :

- Axe 1 - infrastructures et aménagements
- Axe 2 - développer le stationnement vélo
- Axe 3 - renforcer l'offre de service et d'assistance
- Axe 4 - communiquer et sensibiliser sur la pratique

Ces actions seront menées de deux manières :

- Le Département pourra réaliser des actions sous sa maîtrise d'ouvrage,
  - sur des routes départementales hors agglomération,
  - dans les sites départementaux,
  - ou s'il s'agit d'actions transversales de communication et de sensibilisation,

- Le Département pourra accompagner des EPCI, des Communes ou des associations locales à but social
  - pour des actions concourant à la réalisation du plan départemental,
  - en priorisant les aménagements sur liaisons majeures et structurantes,
  - au cas par cas pour des actions permettant de favoriser l'usage du vélo,
  - avec une participation de 30% de la partie travaux ou services, limitée à l'autofinancement du maître d'ouvrage ainsi accompagné.

Il est enfin proposé qu'une autorisation de programme de 9 millions d'euros soit créée à compter de 2024 pour financer les actions qui seront réalisées.

En conséquence, il est proposé d'approuver le schéma directeur départemental cyclable 2024-2034.

Après avis de la troisième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

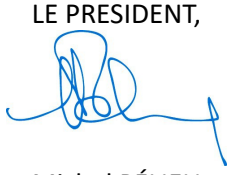
DECIDE

Article 1er - d'approuver le schéma directeur départemental cyclable 2024-2034,

Article 2 - d'autoriser la création d'une autorisation de programme de 9 millions d'euros à compter de 2024 pour financer les actions réalisées dans le cadre de ce schéma.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DE PONDERATION DES METIERS

DOSSIER N°501
Madame Marie-Françoise PRUGENT, RAPPORTEUR

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et aux libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié, pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le rapport du Président ;

Considérant que, conformément à l'article 34 de la loi du 26 janvier 1984, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de la collectivité, il appartient donc au conseil départemental de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services ;

Considérant que la présente délibération a pour objet d'actualiser, à la date du 1er janvier 2024, le tableau des emplois ainsi que le tableau de pondération des métiers créés par la délibération modifiée du 11 octobre 2019 ;

Après avis de la cinquième commission,

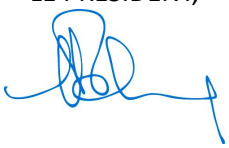
Le Conseil départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique - d'approuver le tableau des emplois et le tableau de pondération des métiers modifiés à compter du 1er janvier 2024 conformément aux tableaux annexés.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

DELIBERATION DE DECEMBRE 2023

ANNEXE 1 - AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS

N° de poste	DGA	Direction	Service	Annexe	Intitulé du poste	Quotité	Filière	Catégorie	Cadre d'emplois	IM mini maxi	Pondération	Coût moyen annuel du grade occupé	Coût moyen annuel du grade cible (dont financement potentiel)	Ecart théorique
11557	Direction des Routes et Mobilités	Direction Aménagement et Patrimoine Routier		1	Chargé de Mission	100%	Technique	B à A	Technicien Territorial / Ingénieur Territorial	371 673	B2-B3-A1	**55 363 €**	**52 188 €**	**-3 175 €**
	Direction des Routes et Mobilités			1	Chargé d'Appui au Pilotage des Activités	100%	Administrative	B à A	Rédacteur Territorial / Attaché Territorial	371 673	B2-B3-A1			
10963	Direction de la Solidatrité Départementale	Direction des Territoires et de l'Insertion	Insertion	1	Coordinateur Informatique Fonctionnel	100%	Technique	B	Technicien Territorial	368 534	B1-B2-B3	**45 836 €**	**37 450 €**	**-8 386 €**
	Direction de la Solidatrité Départementale			1	Assistant de Gestion Administrative	100%	Administrative	C à B	Adjoint Territorial Administratif / Rédacteur Territorial	361 503	C1-C2-C3-B1			
11894	Direction des Collèges, des Bâtiments et du Numérique	Direction des Collèges		2	Agent d'entretien et de restauration	100%	Technique		Adjoint Technique Territorial	361 473	C1-C2-C3	**39 696 €**	**42 762 €**	**3 066 €**
	Direction des Collèges, des Bâtiments et du Numérique	Direction des Collèges		1	Agent Chef des collèges	100%	Technique	C à B	Adjoint Technique Territorial / Technicien	368 503	C3-AM-AMP-B1			
Transformation Contrat de Projet														
11870	DDL	DAST	Contrat de projet financé 25 000 € par an	2	Contrat de projet - Conseillé numérique	100%	Technique	B	Adjoint Technique Territorial	361 473	C1-C2-C3	**14 696 €**	**3 160 €**	**-11 536 €**
	DDL	DAST	Cofinancement Etat et EPIC à 92,5%	2	Contrat de projet - Conseiller Info-Energie	100%	Administrative	B à A	Rédacteur Territorial / Attaché Territorial	368 673	B1-B2-B3-A1			
Prolongation Contrat de Projet jusqu'en novembre 2024														
5 Postes	**11860, 11861, 11862, 11863, 11867**											**0 €**	**30 915 €**	**30 915 €**
	Direction de la Solidatrité Départementale		Cofinancement Etat 216 900 €	2	Travailleur Social	100%	Médico-Sociale	A	Assistant Territorial Socio-Educatif	390 592	A1			

Rectification Affectation Contrat de Projet														
11903	Direction de la Solidatrité Départementale	Direction du Logement et Conseil Technique en Actions Sociales	Logement	2	Juriste	100%	Administratif	B à A	Rédacteur Territorial / Attaché Territorial	371 673	B2-B3-A1	**51 974 €**	**51 974 €**	**0 €**
	Direction de l'Administration et des Finances		Service Juridique - Achats	2	Juriste	100%	Administratif	B à A	Rédacteur Territorial / Attaché Territorial	371 673	B2-B3-A1			
Rectification Affectation Contrat de Projet														
11895, 11896, 11897, 11898, 11899, 11900	Direction de la Solidatrité Départementale	Direction Appui aux Solidarités		1	Travailleur Social	100%		A	Assistant Territorial Socio-Educatif	390 592	A1	**276 782 €**	**276 782 €**	**0 €**
	Direction de la Solidatrité Départementale	Maison Départemental de l'Autonomie		1	Travailleur Social	100%		A	Assistant Territorial Socio-Educatif	390 592	A1			
Rectification Affectation Contrat de Projet														
11901	Direction de la Solidatrité Départementale	Direction Appui aux Solidarités	Action de santé									**43 624 €**	**43 624 €**	**0 €**
	Direction de la Solidatrité Départementale	Maison Départemental de l'Autonomie		1	Gestionnaire Administratif	100%	Administratif	B	Rédacteur Territorial	368 587	B1-B2-B3			
Rectification Affectation Contrat de Projet														
11902	Direction de la Solidatrité Départementale	Direction Appui aux Solidarités	Action de santé									**54 448 €**	**54 448 €**	**0 €**
	Direction de la Solidatrité Départementale	Maison Départemental de l'Autonomie		1	Médecin	60%	Médico-Sociale	A	Médecin Territorial	461 830 ou HEA3	A1-A2			
												582 419 €	593 303 €	**10 884 €**

ANNEXE 2

TABLEAU DE PONDERATION DES METIERS

METIERS	C1	C2	C3	AM	AMP	B1	B2	B3	A1	A2	A3	A4	A5	A6	Filière 1	Filière 2	Filière 3	Filière 4
Directeur Général de Collectivité												A4	A5	**A6**	Administrative	Technique		
Directeur Général Adjoint												A4	A5	**A6**	Administrative	Technique		
Directeur									A1	A2	A3	**A4**			Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Directeur Adjoint Médico-Social									A1	A2	**A3**				Medico-sociale			
Médecin Chef de Service									A1	A2	**A3**				Médico-sociale			
Médecin Cadre Technique									A1	A2	**A3**				Médico-sociale			
Chef de Service									A1	**A2**					Médico-sociale	Administrative	Technique	Culturelle
Directeur Adjoint									A1	**A2**					Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Directeur d'Établissement									A1	**A2**					Administrative	Technique	Culturelle	Sportive
Cadre Technique Social ou Médico-Social									A1	**A2**					Médico-sociale			
Chef de Service Adjoint							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Chef d'Unité							B2	B3	**A1**						Administrative	Médico-sociale	Culturelle	Technique
Chef d'Unité Parc Routier (Atelier - Laboratoire routier - Magasin)						B1	B2	B3	**A1**						Technique			
Chargé de Mission DGS									A1	**A2**		A4			Administrative	Technique		
Ergothérapeute									A1	**A2**					Médico-sociale			
Infirmier									A1	**A2**					Médico-sociale			
Médecin									A1	**A2**					Médico-sociale			
Pilote MAIA									A1	**A2**					Administrative	Médico-sociale		
Psychologue									A1	**A2**					Médico-sociale			
Puéricultrice									A1	**A2**					Médico-sociale			
Sage-femme									A1	**A2**					Médico-sociale			
Chargé de Mission DGA									A1	**A2**					Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Administrateur Systèmes, Réseaux et Bases de Données								B3	A1	**A2**					Technique			
Chef de Projet Etudes et Développement								B3	A1	**A2**					Technique			
Responsable de Conception et de Réalisation de Constructions								B3	A1	**A2**					Technique			
Formateur Interne Permanent - A									**A1**						Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Travailleur Social									**A1**						Médico-sociale			
Assistant de Direction Générale								B3	**A1**						Administrative			
Responsable d'Exploitation Eau Potable et Assainissement								B3	**A1**						Technique			
Archiviste							B2	B3	**A1**						Culturelle	Administrative	Technique	
Chargé d'Affaires Sociales							B2	B3	**A1**						Administrative	Médico-sociale		
Chargé d'Appui aux Pilotages des Activités							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Chargé de l'Inspection en Santé et Sécurité au Travail							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique		
Chargé de Mission							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique	Culturelle	
Chargé des Clauses Sociales							B2	B3	**A1**						Administrative			
Chef de Projet Informatique							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique	Culturelle	
Contrôleur de Gestion							B2	B3	**A1**						Administrative			
Coordonnateur Budgétaire et Comptable							B2	B3	**A1**						Administrative			
Documentaliste							B2	B3	**A1**						Culturelle			
Juriste							B2	B3	**A1**						Administrative			
Responsable Habitat et du Logement							B2	B3	**A1**						Administrative	Technique		
Responsable Qualité							B2	B3	**A1**						Technique	Administrative		
Chargé de la Tarification Etablissements Sanitaires, Sociaux et Médico-sociaux						B1	B2	B3	**A1**						Administrative			
Conseiller Info-Energie						B1	B2	B3	**A1**						Technique			
Chef de Secteur						B1	B2	**B3**							Technique			
Chef d'Unité Laboratoire LPL						B1	B2	**B3**							Technique			

Agent Chef des Collèges			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Chef Cuisinier de Cité Scolaire, d'Internat et Itinérant			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Animateur						B1	B2	**B3**							Animation			
Assistant de Direction						B1	B2	**B3**							Administrative			
Chargé de Communication						B1	B2	**B3**							Administrative	Technique		
Chargé de Création Graphique						B1	B2	**B3**							Technique			
Chargé de GPEEC						B1	B2	**B3**							Administrative			
Chargé de Maintenance du Patrimoine Bâti						B1	B2	**B3**							Technique			
Chargé de Recrutement						B1	B2	**B3**							Administrative			
Chargé de Support et Services des Systèmes d'Information						B1	B2	**B3**							Technique			
Chargé d'Etudes et de Conception en Voirie et Réseaux Divers						B1	B2	**B3**							Technique			
Chargé d'Opération de Construction						B1	B2	**B3**							Technique			
Chef de Projet Culturel						B1	B2	**B3**							Culturelle	Administrative	Technique	
Conseiller en Prévention des Risques Professionnels						B1	B2	**B3**							Technique	Administrative		
Conseiller Mobilité et Parcours Professionnels						B1	B2	**B3**							Administrative			
Coordinateur Informatique Fonctionnel						B1	B2	**B3**							Technique	Culturelle		
Développeur						B1	B2	**B3**							Technique			
Gestionnaire Administratif						B1	B2	**B3**							Administrative			
Gestionnaire RH						B1	B2	**B3**							Administrative			
Instructeur Gestionnaire des Autorisations d'Urbanisme						B1	B2	**B3**							Technique			
Instructeur Gestionnaire des Marchés Publics						B1	B2	**B3**							Administrative			
Médiathécaire						B1	B2	**B3**							Culturelle			
Référent Handicap						B1	B2	**B3**							Administrative			
Référent Insertion Socioprofessionnelle et Professionnelle						B1	B2	**B3**							Administrative			
Responsable de Production et Support des Systèmes d'Information						B1	B2	**B3**							Technique			
Responsable Technique de Flotte de Véhicules						B1	B2	**B3**							Technique			
Restaurateur d'Œuvres						B1	B2	**B3**							Culturelle	Administrative	Technique	
Technicien Rivières et Milieux Aquatiques						B1	B2	**B3**							Technique			
Formateur Interne Permanent - B						B1	**B2**								Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Chargé de Prévention et de Sécurité						B1	**B2**								Technique			
Instructeur Gestionnaire de Dossiers						B1	**B2**								Administrative			
Instructeur Gestionnaire de Fonds Européens						B1	**B2**								Administrative			
Référent Restauration Scolaire						B1	**B2**								Technique			
Technicien de Laboratoire						B1	**B2**								Médico-sociale			
Technicien du Spectacle et de l'Evènementiel				AM	AMP	B1	**B2**								Technique	Culturelle	Administrative	
Garde Gestionnaire des Espaces Naturels			C3			B1	**B2**								Technique			
Laborantin Routier			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Assistant de Gestion Administrative	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Assistant de Gestion des Marchés Publics	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Assistant de Gestion Financière, Budgétaire ou Comptable	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Assistant de Gestion RH	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Assistant des Archives	C1	C2	C3			**B1**									Culturelle	Administrative	Technique	
Chargé d'Accueil et de Surveillance du Patrimoine	C1	C2	C3			**B1**									Administrative	Culturelle		
Chargé d'Accueil Social	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Gestionnaire de Flotte Automobile	C1	C2	C3			**B1**									Administrative	Technique		
Imprimeur Reprographe	C1	C2	C3			**B1**									Technique			
Médiateur Culturel	C1	C2	C3			**B1**									Culturelle	Administrative		
Secrétaire de Direction	C1	C2	C3			**B1**									Administrative			
Supervision d'Entretien et Gestion de Véhicules			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Contrôleur Hygiène en Restauration Scolaire			C3	AM	AMP	**B1**									Technique	Administrative		
Technicien en Radiocommunication			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Agent Chef des Collèges			C3	AM	AMP	**B1**									Technique			
Chef Cuisinier			C3	AM	**AMP**										Technique			

Chef d'Equipe Protocole et Logistique			C3	AM	**AMP**										Technique			
Chef d'Equipe			C3	AM	**AMP**										Technique			
Chef d'Equipe des Agents d'Accueil	C1	C2	**C3**												Administrative			
Formateur Interne Permanent - C			C3	AM	AMP										Administrative	Technique	Médico-sociale	Culturelle
Conducteur Expert d'Engins Spécifiques		C2	C3	AM	**AMP**										Technique			
Dessinateur CAO		C2	C3	AM	**AMP**										Technique			
Opérateur Comptages Routiers		C2	C3	AM	**AMP**										Technique			
Opérateur Expert en Maintenance des Véhicules et Matériels Roulants		C2	C3	AM	**AMP**										Technique			
Surveillant de Travaux en Infrastructures		C2	C3	AM	**AMP**										Technique			
Conducteur d'Engins Spécifiques	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Magasinier	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Ouvrier de Maintenance des Bâtiments et de Sécurité - Collèges et Abbaye	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Ouvrier de Maintenance des Bâtiments, de Sécurité et Chargé d'Accueil - Abbaye	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Ouvrier d'Usine	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Second de Cuisine	C1	C2	C3	**AM**											Technique			
Agent Administratif	C1	C2	**C3**												Administrative	Technique		
Agent de Service	C1	C2	**C3**												Ouvrier hospitalier			
Agent d'Entretien et de Restauration des Collèges	C1	C2	**C3**												Technique			
Agent d'Exploitation et d'Entretien de la Voirie et des Réseaux Divers	C1	C2	**C3**												Technique			
Assistant de Suivi de Travaux Bâtiments	C1	C2	**C3**												Technique			
Assistant Educatif	C1	C2	**C3**												Ouvrier hospitalier			
Assistant Sportif	C1	C2	**C3**												Sportive			
Chargé d'Accueil	C1	C2	**C3**												Technique			
Chargé d'Accueil et d'Entretien des Locaux	C1	C2	**C3**												Technique			
Chargé de Propreté des Locaux	C1	C2	**C3**												Technique			
Chauffeur	C1	C2	**C3**												Technique			
Chauffeur de Bibliobus	C1	C2	**C3**												Culturelle	Technique		
Magasinier d'Archives ou de Médiathèques	C1	C2	**C3**												Culturelle	Technique	Administrative	
Opérateur en Maintenance des Véhicules et Matériels Roulants	C1	C2	**C3**												Technique			
Ouvrier de Maintenance des Bâtiments et de Sécurité	C1	C2	**C3**												Technique			
Surveillant de Nuit	C1	C2	**C3**												Ouvrier hospitalier			
Technicien de l'Intervention Sociale et Familiale	C1	C2	**C3**												Médico-technique			
*Chef de Service**									*A1*	*A2*					*Administrative*			
*Cadre Technique Social et Médico-Social**									*A1*	*A2*					*Socio-Educative*			
*Psychologue**									*A1*	*A2*					*Socio-Educative*			
*Infirmier Puériculteur**									*A1*	*A2*					*Médico-*			
*Travailleur Social**									*A1*	*A2*					*Socio-Educative*			
*Gestionnaire Administratif et Comptable**						*B1*	*B2*	*B3*							*Administrative*			
*Animateur**						*B1*	*B2*	*B3*							*Socio-Educative*			
*Aide-Soignant**						*B1*	*B2*								*Médico-*			
*Assistant de Gestion Administrative**	*C1*	*C2*	*C3*			*B1*									*Administrative*			
*Accompagnant Educatif et Social**		*C2*	*C3*												*Médico-*			
*Agent de Service**	*C1*	*C2*	*C3*												*Ouvriers*			
*Assistant Educatif**	*C1*	*C2*	*C3*												*Ouvriers*			
*Intendant**	*C1*	*C2*	*C3*												*Technique*			
*Surveillant de Nuit**	*C1*	*C2*	*C3*												*Ouvriers*			
*Technicien en Intervention Sociale et Familiale**	*C1*	*C2*	*C3*												*Ouvriers*			

** Métiers de la fonction publique hospitalière*

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

501-1-AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DE PONDERATION DES METIERS CREATION D'UN CONTRAT DE PROJET "CONSEILLER INFO-ENERGIE"

DOSSIER N°501
Madame Marie-Françoise PRUGENT, RAPPORTEUR

Vu le Code général de la fonction publique (CGFP), notamment les articles L.332-24 à L.332-26 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu le rapport du Président,

Dans le cadre du dispositif Guichet Rénov'Occitanie, prolongé par avenant pour 2024, une convention entre l'ANAH et l'ANCT va introduire dans la convention initiale des France Services, l'accompagnement des demandes de subvention Ma Prime Rénov', qui va impacter très significativement l'activité du Guichet,

Considérant que cette évolution d'activité nécessite de mobiliser un poste de Conseiller Info Energie,

Considérant qu'en application de l'article L.332-24 du CGFP, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération,

Il convient de recruter un agent par voie de contrat de projet :

- Relevant de la catégorie B, de la filière technique, du cadre d'emplois des techniciens territoriaux,
- Sur le métier de conseiller Info énergie,
- Sur le poste n°11870 intégré à l'annexe 2 du tableau des emplois dédiée aux emplois non permanents,
- Pour une quotité de temps de 100 %.

L'agent contractuel est recruté pour une durée de 1 an à compter du 1er janvier 2024.

Le contrat peut être renouvelable par reconduction expresse dans la limite de la durée de convention de partenariat, la durée totale des contrats de projets ne pouvant excéder 6 ans.

L'emploi prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu et ne pourra aller au-delà de la date du 31 décembre 2024.

Une rupture anticipée à l'initiative de l'employeur est possible après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initial, lorsque le projet ne peut pas se réaliser ou lorsque le résultat du projet a été atteint avant l'échéance prévue.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Le coût du poste est calculé pour une valeur budgétaire annuelle moyenne de 45 836 €/an, en prenant en compte le cadre d'emplois des techniciens territoriaux au grade de technicien territorial (mini IM 368/IB 389 à maxi IM 503/IB 597).

Ce poste fait l'objet d'un financement de 70 % par l'Etat via l'Union Européenne et la Région auquel s'ajoute 22.5 % de financement des EPCI partenaires (soit 92.5 % de financement) et représente un reste à charge pour le Département de 3 160 € pour l'année.

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

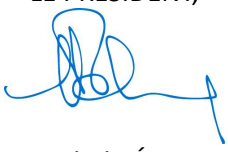
DECIDE

Article 1 - d'approuver la création d'un emploi non permanent de « Conseiller Info Energie » en contrat de projet à 100 %, à compter du 1er janvier 2024, relevant de la catégorie B, de la filière technique, du cadre d'emplois des techniciens territoriaux, sur le poste n°11870 intégré au tableau des emplois.

Article 3 : Les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012, au titre de l'année 2024.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

501-2-AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EMPLOIS ET DE PONDERATION DES METIERS PROROGATION DE CONTRATS DE PROJET "TRAVAILLEURS SOCIAUX PROTECTION DE L'ENFANCE"

DOSSIER N°501
Madame Marie-Françoise PRUGENT, RAPPORTEUR

Vu le Code général de la fonction publique (CGFP), notamment les articles L.332-24 à L.332-26 ;

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n° 2019-1414 du 19 décembre 2019 relatif à la procédure de recrutement pour pourvoir les emplois permanents de la fonction publique ouverts aux agents contractuels,

Vu le décret n° 2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique,

Vu le rapport de M. le Président,

La Convention de stratégie départementale de Protection de l'Enfance signée entre le Conseil Départemental, la DDETS et l'ARS le 29 novembre 2021 avec pour objectif de renforcer les moyens, les ressources et la pluridisciplinarité dans ce champ d'action a notamment conduit à la création de 5 emplois de travailleurs sociaux pour 2 ans en contrat de projet.

Un avenant à cette convention ayant été validé en CP du 15 septembre 2023 prolongeant les missions jusqu'au 30 novembre 2024, il convient de prolonger ces 5 emplois.

Considérant que, comme sur la première période, ces emplois sont cofinancés par l'ETAT à hauteur de 216 900 €,

Considérant qu'en application de l'article L.332-24 du CGFP, les collectivités territoriales peuvent désormais, pour mener à bien un projet ou une opération identifiée, recruter un agent sous contrat dont l'échéance est la réalisation du projet ou de l'opération,

Il convient de proroger les 5 emplois crées par voie de contrats de projet le 21/12/2021 selon les modalités suivantes :

- Relevant de la catégorie A, de la filière médico-sociale, du cadre des assistant socio-éducatif,
- Sur le métier de Travailleur social,
- Sur les postes n°11860, 11861, 11862, 11863, 11867 intégrés à l'annexe 2 du tableau des emplois dédiée aux emplois non permanents,
- Pour une quotité de temps de 100 %.

Les agents contractuels recrutés sont prolongés pour une durée de 11 mois à compter du 1er janvier 2024.

Le contrat peut être renouvelable par reconduction expresse dans la limite de la durée de convention de partenariat, la durée totale des contrats de projets ne pouvant excéder 6 ans.

L'emploi prend fin avec la réalisation de l'objet pour lequel il a été conclu et ne pourra aller au-delà de la date du 30 novembre 2024.

Une rupture anticipée à l'initiative de l'employeur est possible après l'expiration d'un délai d'un an à compter de la date d'effet du contrat initial, lorsque le projet ne peut pas se réaliser ou lorsque le résultat du projet a été atteint avant l'échéance prévue.

La procédure de recrutement sous contrat de projet doit respecter la procédure prévue pour les emplois permanents, fixée par le décret 2019-1414 du 19 décembre 2019, et fait l'objet d'une déclaration de vacance d'emploi.

Le coût des postes est calculé pour une valeur budgétaire annuelle moyenne de 247 815 €/an, en prenant en compte le cadre d'emplois des assistants socio-éducatif au grade d'assistant socio-éducatif (mini IM 390/IB 444 à maxi IM 592/IB 714).

Ces 5 postes font l'objet d'un financement de l'Etat à hauteur de 216 900 € et représente un reste à charge pour le Département de 30 915 € pour l'année.

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article 1 - d'approuver la prorogation de 5 emplois non permanents de travailleurs sociaux créés par voie de contrats de projet, pour une durée de 11 mois à compter du 01 janvier 2024, relevant de la catégorie A, de la filière médico-sociale, du cadre d'emplois des assistants socio-éducatif, sur les postes n°11860, 11861, 11862, 11863, 11867 intégrés au tableau des emplois.

Article 2 - Les crédits correspondants seront inscrits au budget, chapitre 012, au titre de l'année 2024.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,

Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

REVISION DU REGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJETIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP)

DOSSIER N°502
Monsieur Yannick BOUBEE, RAPPORTEUR

Vu l'article L 712-1 du Code général de la Fonction Publique ;

Vu les articles L 714-4 à L 714-13 du Code général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 ;

Vu le décret n° 2010-997 modifié du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'État et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ; (à viser selon le choix de la collectivité) ;

Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 modifié portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 août 2015 modifié pris pour l'application de l'article 5 du décret n°2014-513 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la fonction publique de l'État ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 23 novembre 2023 relatif à la révision du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) ;

Vu le rapport du Président,

Considérant la nécessité de garantir une cohérence dans les rémunérations via une gradation et une équité du régime indemnitaire entre les fonctions ;

Considérant qu'il appartient à l'assemblée délibérante de fixer la nature, les plafonds et les conditions d'attribution du régime indemnitaire ;

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique - d'approuver la révision du RIFSEEP. Cette nouvelle délibération abroge et remplace celle du 11 juin 2021.

ARTICLE – 1 LA COMPOSITION DU REGIME INDEMNITAIRE

Pour rappel, le RIFSEEP est composé de deux parties :

- l'IFSE qui vise à valoriser l'exercice des fonctions et constitue l'indemnité principale de ce régime indemnitaire. Cette indemnité repose d'une part, sur une formalisation précise de critères professionnels et d'autre part, sur la prise en compte de l'expérience professionnelle ;
- le complément indemnitaire annuel (CIA) lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir.

ARTICLE – 2 BÉNÉFICIAIRES

Le RIFSEEP est attribué aux agents suivants de la fonction publique territoriale occupant des postes permanents, à temps complet et non complet :

- Agents stagiaires ;
- Agents titulaires ;
- Agents contractuels de droit public exerçant leurs fonctions sur un emploi permanent à temps complet ou à temps non complet dont le contrat a été établi en référence à un cadre d'emplois en application du Code Général de la Fonction Publique ;
- Agents mis à disposition d'organismes extérieurs.

Le RIFSEEP ne s'applique pas aux agents suivants, qui sont non éligibles au régime indemnitaire :

- Les apprentis ;
- Les contrats aidés (notamment les parcours emploi compétence) ;
- Les agents contractuels de droit public recrutés sur le fondement des articles L.332-23 du Code Général de la Fonction Publique (besoins liés à un accroissement temporaire d'activité ou à un accroissement saisonnier d'activité), L.332-24 à L.332-26 (contrats de projet), et ceux recrutés sur le fondement de l'article 332-8 1° (absence du cadre d'emplois de référence) du même Code.
- Les vacataires ;
- Les collaborateurs de cabinet ;
- Les collaborateurs de groupes politiques ;
- Les assistants familiaux ;
- Les agents de la fonction publique hospitalière.

ARTICLE 3 – MISE EN PLACE DE L'IFSE

- **LE PRINCIPE**

L'IFSE constitue la part principale du RIFSEEP.
Elle a pour objet de valoriser l'exercice des fonctions et repose sur la nature des fonctions exercées par les agents ainsi que sur la prise en compte de l'expérience professionnelle acquise dans l'exercice de leurs fonctions.

- **LA DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE (CF. ANNEXE 1)**

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions occupées par les agents relevant d'un même cadre d'emplois. Chaque cadre d'emplois de la collectivité est réparti en différents groupes de fonctions selon les critères professionnels suivants :

1. **Fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception :**

1-1. Responsabilité d'encadrement
- Encadrement hiérarchique ;
- Niveau d'encadrement ;
- Organisation du travail des agents, gestion des plannings, évaluation.

1-2. Responsabilités de coordination, pilotage ou conception
- Encadrement fonctionnel ;
- Niveau de responsabilité lié aux missions ;
- Responsabilité de coordination, d'animation et de représentation de la collectivité ;
- Responsabilité de projet ou d'opération.

2. **Technicité, expertise, expérience ou qualification nécessaire à l'exercice des fonctions, et notamment :**

2-1. Technicité
- Complexité des missions ;
- Difficulté ;
- Diversité des tâches, des dossiers, des projets ;
- Simultanéité des tâches, des dossiers, des projets.

2-2. Qualification

- Niveau de qualification requis ;
- Habilitation, certification, diplôme, requis ;
- Nécessité d'actualisation des compétences.

2-3. Expertise

- Connaissances requises pour occuper le poste ;
- Expérience requise pour occuper le poste ;
- Rareté de l'expertise ;
- Autonomie.

3. Sujétions particulières ou degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel :

- Risques de blessure, d'accident, de maladie ;
- Risques d'agression verbale et/ou physique ;
- Contrainte météorologique ;
- Engagement de la responsabilité financière et/ou juridique ;
- Effort physique ;
- Travail isolé ;
- Contraintes et/ou sujétions horaires ;
- Itinérance, déplacement.

À chaque groupe de fonctions correspond les montants plafonds. Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

- **ATTRIBUTION INDIVIDUELLE DE L'IFSE**

L'attribution individuelle de l'IFSE est décidée par l'autorité territoriale.

Au regard de sa fiche de poste, l'autorité territoriale procède au rattachement de l'agent à un groupe de fonctions selon l'emploi qu'il occupe conformément à la répartition des groupes de fonctions pour chaque cadre d'emplois définie par la présente délibération.

Sur la base de ce rattachement, l'autorité territoriale attribue individuellement l'IFSE à chaque agent dans la limite du plafond individuel annuel figurant en annexe 1 de la présente délibération. Ce montant individuel est déterminé en tenant compte de l'expérience professionnelle acquise par l'agent conformément aux critères suivants :

- Diversité du parcours professionnel avant l'arrivée sur le poste ;
- Diversité de l'expérience acquise dans d'autres domaines avant l'arrivée sur le poste ;
- Détention de compétences transférables et/ou transversales ;
- Capacité à exploiter l'expérience acquise quelle que soit son ancienneté ;
- Temps et capacité d'adaptation ;
- Capacité à transmettre et faire partager les connaissances et savoirs acquis lors des expériences professionnelles antérieures, à être force de proposition ;
- Formations suivies ;
- Approfondissement des savoirs techniques, des pratiques, montée en compétence ;
- Connaissance de l'environnement du travail ;
- Conduite de projet.

L'IFSE peut être majorée d'un montant forfaitaire (annexe 2), dans la limite du plafond du cadre d'emplois dont relève l'agent, pour :

- La tenue d'une régie (inférieure à 3000€) ;
- La formation occasionnelle à destination d'agents de la collectivité ou partenaires ;
- Le tutorat de stagiaires présents plus de 8 semaines ;
- L'accompagnement et supervision des agents recrutés en contrat aidé ;
- L'exercice des missions d'assistant de prévention ;
- L'exercice des missions de prévention incendie ;
- Le mentorat / tuilage formalisés dans le cadre de la mise en place des parcours professionnels et du maintien des compétences.

L'ancienneté (matérialisée par les avancements d'échelon) ainsi que l'engagement et la manière de servir ne sont pas pris en compte au titre de l'expérience professionnelle.

- **PERIODICITE ET MODALITES DE VERSEMENT DE L'IFSE**

L'IFSE est versée selon un rythme mensuel pour l'ensemble des agents.

- **REEXAMEN DU MONTANT DE L'IFSE**

Le montant attribué à l'agent fera l'objet d'un réexamen par l'autorité territoriale :

- Au minimum tous les quatre ans, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- En cas de changement de poste/fonctions ;
- En cas de changement de cadre d'emplois suite à une promotion interne ou de la nomination suite à la réussite à un concours.

ARTICLE 4 – MISE EN PLACE DU CIA

- **LE PRINCIPE**

Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA) est lié à l'engagement professionnel et à la manière de servir, appréciés dans le cadre de l'entretien annuel d'évaluation. Il tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir. L'appréciation de cette dernière se fonde sur l'entretien professionnel.

Son octroi peut être lié à la réalisation d'objectifs quantitatifs et/ou qualitatifs. De manière plus générale, sont appréciés la valeur professionnelle de l'agent, son investissement personnel dans l'exercice effectif de ses fonctions, son sens du service public, sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail.

- **LA DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DU CIA**

Le montant du CIA est déterminé selon les mêmes modalités que pour l'IFSE, par répartition des cadres d'emplois en groupes de fonctions. À chaque cadre d'emplois correspond un montant maximum figurant en annexe 2 de la présente délibération. Ces montants sont établis pour un agent exerçant ses fonctions à temps complet. Ils sont réduits au prorata de la durée effective de travail pour les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel ou occupant un emploi à temps non complet.

- **ATTRIBUTION INDIVIDUELLE DU CIA**

L'attribution individuelle du CIA est décidée par l'autorité territoriale. Sur la base du rattachement des agents à un groupe de fonctions permettant l'attribution de l'IFSE, l'autorité territoriale attribue individuellement à chaque agent un montant de CIA compris entre 0 et 100% du plafond individuel annuel figurant en annexe 2 de la présente délibération.

En cas d'octroi du CIA, il est versé comme suit :

- le montant individuel attribué est défini par l'autorité territoriale, par arrêté individuel, dans la limite des plafonds prévus en annexe 2 ;
- le montant figurant sur l'arrêté individuel est exprimé en montant brut annuel ;
- le CIA fait l'objet d'un versement annuel en une seule fois sur l'année N au titre de l'année N-1. Le montant du CIA n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

ARTICLE 5 – DÉTERMINATION DES PLAFONDS

Les plafonds de l'IFSE et du CIA sont déterminés selon les groupes de fonctions définis conformément aux dispositions des articles 2 et 3 de la présente délibération.
La part CIA ne peut excéder un pourcentage donné du montant global des primes attribuées au titre du RIFSEEP, selon le cadre d'emploi d'appartenance de l'agent :

- 15 % du plafond global du RIFSEEP pour les emplois fonctionnels et les cadres d'emplois relevant de la catégorie A ;
- 12 % du plafond global du RIFSEEP pour les cadres d'emplois relevant de la catégorie B ;
- 10 % du plafond global du RIFSEEP pour les cadres d'emplois relevant de la catégorie C.

ARTICLE 6 - MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DU RIFSEEP

Le RIFSEEP suit le sort du traitement en cas de maladie ordinaire, de congé pour accident de service ou pour accident de travail, de congé pour maladie professionnelle, de congé longue maladie, de congé de longue durée et de congé de grave maladie.
Le RIFSEEP est proratisé en fonction de la durée effective de travail pour les temps partiels thérapeutiques.

ARTICLE 7 – CUMUL

L'IFSE et le CIA sont exclusifs de tout autre régime indemnitaire de même nature. Ils peuvent cependant se cumuler avec :

- L'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement par exemple) ;
- Les indemnités différentielles complétant le traitement indiciaire et la Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) ;
- Les sujétions ponctuelles directement liées à la durée du travail (heures supplémentaires, astreintes et permanences par exemple) ;
- L'indemnité pour travail dominical et jour férié ;
- La prime de responsabilité.

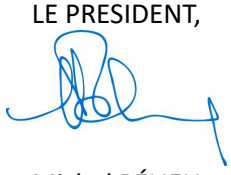
ARTICLE 8 – MAINTIEN À TITRE INDIVIDUEL

Le montant indemnitaire mensuel perçu par l'agent au titre du ou des régimes indemnitaires liées aux fonctions exercées ou au grade détenu (et, le cas échéant, aux résultats, à l'exception de tout versement à caractère exceptionnel) au 31 décembre 2017, est conservé au titre de l'IFSE jusqu'à la date du prochain changement de fonctions de l'agent.

ARTICLE 9 – MODALITES D'ENTREE EN VIGUEUR

La présente délibération prend effet au 1er janvier 2024. Elle abroge la délibération du 11 juin 2021 modifiée relative à la Révision des modalités d'attribution du régime indemnitaire au sein du Département des Hautes-Pyrénées.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

ANNEXE 1 - DÉTERMINATION DES GROUPES DE FONCTIONS ET DES MONTANTS MAXIMA DE L'IFSE

CATÉGORIE A			Plafond Annuel IFSE	Plafond Annuel CIA
FILIERE ADMNISTRATIVE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Administrateurs territoriaux Décret 87-1097 modifié du 30-12-1987	AG1	Fonctions de direction générale (de catégorie A) : impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète sur de nombreux sujets	49 980 €	8 820 €
	AG2	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	46 920 €	8 280 €
	AG3	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	42 330 €	7 470 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Attachés territoriaux Décret 87-1099 modifié du 30-12-1987	AG1	Fonctions de direction générale (de catégorie A) : impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète sur de nombreux sujets	36 210 €	6 390 €
	AG2	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	32 130 €	5 670 €
	AG3	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG4	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €

FILIERE CULTURELLE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Conservateurs territoriaux du patrimoine Décret 91-839 modifié du 02-09-1991	AG1	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	46 920 €	8 280 €
	AG2	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	40 290 €	7 110 €
	AG3	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	34 450 €	6 080 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Attachés de conservation du patrimoine Décret 91-843 modifié du 02-09-1991	AG1	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	29 750 €	5 250 €
	AG2	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	27 200 €	4 800 €
	AG3	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	4 800 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Bibliothécaires territoriaux Décret 91-845 modifié du 02-09-1991	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	29 750 €	5 250 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	27 200 €	4 800 €

FILIERE MEDICO-SOCIALE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Médecins territoriaux Décret 92-851 modifié du 28-08-1992	AG1	Fonctions de direction générale (de catégorie A) : impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète sur de nombreux sujets	43 180 €	7 620 €
	AG2	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ; Médecins exerçant des fonctions à rayonnement départemental.	38 250 €	6 750 €
	AG3	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	29 495 €	5 205 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Sages-femmes territoriaux Décret 92-855 modifié du 28-08-1992	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Psychologues territoriaux Décret 92-853 du 28-08-1992	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	22 000 €	3 100 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	18 000 €	2 700 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Pédicures podologues, ergothérapeutes, psychomotriciens, orthoptistes et manipulateurs d'électroradiologie médicale Décret 2020-1174 du 25-09-2020	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	19 480 €	3 440 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	15 300 €	2 700 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Puéricultrices Cadre de santé Décret 92-857 modifié du 28-08-1992	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Puéricultrices Décret n° 2014-923 du 18 août 2014	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	19 480 €	3 440 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	15 300 €	3 700 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Cadres territoriaux de santé paramédicaux Décret n° 2016-336 du 21 mars 2016 modifié	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Infirmiers territoriaux en soins généraux Décret 2012-1420 du 18 décembre 2012	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	19 480 €	3 440 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	15 300 €	3 700 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Conseillers territoriaux socio-éducatifs Décret 2013-489 du 10 juin 2013	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Assistants territoriaux socio-éducatifs Décret n° 2017-901 du 9 mai 2017	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	19 480 €	3 440 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	15 300 €	2 700 €
FILIERE SPORTIVE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Conseillers territoriaux des activités physiques et sportives Décret 92-364 modifié du 01-04-1992	AG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	25 500 €	4 500 €
	AG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	20 400 €	3 600 €

FILIERE TECHNIQUE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Ingénieurs en chef territoriaux Décret n° 2016-200 du 26 février 2016	AG1	Fonctions de direction générale (de catégorie A) : impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète sur de nombreux sujets	57 120 €	10 080 €
	AG2	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	49 980 €	8 820 €
	AG3	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	46 920 €	8 280 €
	AG4	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	42 330 €	7 470 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Ingénieurs territoriaux Décret 90-126 modifié du 09-02-1990	AG1	Fonctions de direction générale (de catégorie A) : impliquant un lien direct avec l'autorité territoriale, de conception stratégique et politique de projets et nécessitant une expertise complète sur de nombreux sujets	46 920 €	8 280 €
	AG2	Fonctions de direction (de catégorie A) : fonctions avec un rôle d'encadrement d'une direction et/ou un rôle de conception stratégique et politique de projets, intervenant sur une direction et/ou plusieurs services et possédant une expertise sur son domaine d'intervention et en lien direct avec l'autorité territoriale ;	40 290 €	7 110 €
	AG3	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	36 000 €	6 350 €
	AG4	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	31 450 €	5 550 €

CATÉGORIE B			Plafond Annuel IFSE	Plafond Annuel CIA
FILIERE ADMNISTRATIVE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Rédacteurs territoriaux Décret 2012-924 modifié du 30-07-2012	BG1	Fonctions de direction ou de responsabilité d'un service voire d'une structure ; Management intermédiaire (fonction de catégorie B) : missions nécessitant un niveau d'autonomie intermédiaire, responsabilité hiérarchique d'un service de l'organisation	17 480 €	2 380 €
	BG2	Fonction de responsabilité de secteur et/ou de coordination, management opérationnel et/ou fonctionnel, fonction stratégique d'appui aux pôles (de catégorie B) : fonctions axées sur l'encadrement de proximité, possédant un niveau d'autonomie intermédiaire et/ou assurant l'encadrement hiérarchique de quelques agents ; Fonctions à forte expertise.	16 015 €	2 185 €
	BG3	Fonctions d'expertise avec technicité métier (de catégorie B) : fonctions nécessitant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation, pour la gestion et la coordination de projets. Fonction ressources (de catégorie B) : emploi ressources pour une expertise spécifique	14 650 €	1 995 €

FILIERE CULTURELLE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Assistants territoriaux de conservation du patrimoine et des bibliothèques Décret 2011-1642 du 23-11-2011	BG1	Fonctions de direction ou de responsabilité d'un service voire d'une structure ; Management intermédiaire (fonction de catégorie B) : missions nécessitant un niveau d'autonomie intermédiaire, responsabilité hiérarchique d'un service de l'organisation	16 720 €	2 280 €
	BG2	Fonction de responsabilité de secteur et/ou de coordination, management opérationnel et/ou fonctionnel, fonction stratégique d'appui aux pôles (de catégorie B) : fonctions axées sur l'encadrement de proximité, possédant un niveau d'autonomie intermédiaire et/ou assurant l'encadrement hiérarchique de quelques agents ; Fonctions à forte expertise.	14 960 €	2 040 €
	BG3	Fonctions d'expertise avec technicité métier (de catégorie B) : fonctions nécessitant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation, pour la gestion et la coordination de projets. Fonction ressources (de catégorie B) : emploi ressources pour une expertise spécifique	12 000 €	1 995 €

FILIERE MEDICO-SOCIALE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Infirmiers territoriaux en soins généraux Décret 2012-1420 du 18 décembre 2012	BG1	Fonctions de responsabilité d'un service ou d'une structure / d'un équipement (de catégorie A) : fonctions avec une responsabilité d'encadrement hiérarchique d'agents de catégorie A, B, ou C ou de coordination intermédiaire, possédant une expertise spécifique et un niveau de décision intermédiaire sur les projets. Fonctions stratégiques d'appui aux pôles : fonction sans encadrement, d'un niveau stratégique, transversal et structurant pour l'ensemble de la collectivité et nécessitant une expertise sur son domaine d'intervention	9 000 €	1 230 €
	BG2	Fonctions de coordination et/ou d'expertise (de catégorie A) : missions sans encadrement, pouvant être d'un niveau stratégique et possédant une connaissance experte d'une activité particulière	8 010 €	1 090 €
FILIERE TECHNIQUE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Techniciens territoriaux Décret 2010-1357 modifié du 09-11-2010	BG1	Fonctions de direction ou de responsabilité d'un service voire d'une structure ; Management intermédiaire (fonction de catégorie B) : missions nécessitant un niveau d'autonomie intermédiaire, responsabilité hiérarchique d'un service de l'organisation	19 660 €	2 680 €
	BG2	Fonction de responsabilité de secteur et/ou de coordination, management opérationnel et/ou fonctionnel, fonction stratégique d'appui aux pôles (de catégorie B) : fonctions axées sur l'encadrement de proximité, possédant un niveau d'autonomie intermédiaire et/ou assurant l'encadrement hiérarchique de quelques agents ; Fonctions à forte expertise.	18 580 €	2 535 €
	BG3	Fonctions d'expertise avec technicité métier (de catégorie B) : fonctions nécessitant un lien fonctionnel avec d'autres services de l'organisation, pour la gestion et la coordination de projets. Fonction ressources (de catégorie B) : emploi ressources pour une expertise spécifique	17 500 €	2 385 €

CATÉGORIE C			Plafond Annuel IFSE	Plafond Annuel CIA
FILIERE ADMNISTRATIVE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Adjoints administratifs territoriaux Décret 2006-1690 modifié du 22-12-2006	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier	10 800 €	1 200 €
	CG3	Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	8 500 €	945 €
FILIERE CULTURELLE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Adjoints territoriaux du patrimoine Décret 2006-1692 modifié du 22-12-2206	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	10 800 €	1 200 €

FILIERE SPORTIVE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Opérateurs territoriaux des activités physiques et sportives Décret 92-368 modifié du 01-04-1992	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	10 800 €	1 200 €
FILIERE TECHNIQUE				
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Agents de maîtrise territoriaux Décret 88-547 modifié du 06-05-1988	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier	10 800 €	1 200 €
	CG3	Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	8 500 €	945 €

CADRE D'EMPLOIS	GF			
Adjoints techniques territoriaux Décret 2006-1691 modifié du 22-12-2006	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier	10 800 €	1 200 €
	CG3	Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	8 500 €	945 €
CADRE D'EMPLOIS	**GF**			
Adjoints techniques territoriaux des établissements d'enseignement Décret 2007-913 modifié du 15-05-2007	CG1	Fonction d'encadrement de proximité d'agents de catégorie C, fonction possédant une forte expertise ; Fonctions de référent (fonctions de catégorie C) : missions d'étude et d'animation et de coordination de projets, missions d'encadrement de proximité.	11 340 €	1 260 €
	CG2	Fonctions d'expertise spécifique à forte technicité (de catégorie C) : fonctions d'application avec expertise et technicité de métier	10 800 €	1 200 €
	CG3	Fonctions opérationnelles à fortes sujétions dont les missions supposent des habilitations ou formations spécifiques (de catégorie C) et pouvant comporter des sujétions (physiques ou horaires).	8 500 €	945 €

ANNEXE 2

Montants forfaitaires applicables dans le cadre de la majoration de l'IFSE*

CAS DE MAJORATION DE L'IFSE	MONTANTS FORFAITAIRES
La tenue d'une régie (inférieure à 3 000 €)	9,17 € par mois
La formation occasionnelle à destination d'agents de la collectivité ou partenaires	40 € pour 3 heures (demi-journée) 80 € pour 6 heures (journée)
Le tutorat de stagiaires présents plus de 8 semaines	93,72 € par mois
L'accompagnement et supervision des agents recrutés en contrat aidé	93,72 € par mois
L'exercice des missions d'assistant de prévention	50 € par mois
L'exercice des missions de prévention incendie	70 € par mois
Le mentorat / tuilage formalisés dans le cadre de la mise en place des parcours professionnels et du maintien des compétences	93,72 € par mois

**dans la limite du plafond du groupe fonction du cadre d'emploi dont relève l'agent.*

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

BUDGET PRINCIPAL : DECISION MODIFICATIVE N°3

DOSSIER N°503
Monsieur Frédéric LAVAL, RAPPORTEUR

Vu le rapport du Président,

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

Article unique - d'adopter :

1/ la décision modificative n°3 du budget principal ci-dessous :

La décision modificative s'équilibre en recettes et dépenses :

- En fonctionnement à 0 €,
- En investissement à -2 564 425,38 €.

I - Section de fonctionnement

RECETTES

Ajustement de recettes	0,00
Total	0,00

DEPENSES

Crédits nouveaux	60 301,00
Ajustements de dépenses	-245 000,00
Virements internes à la section	0,00
Dépenses imprévues	3 316 864,66
Virement de section	-2 000 781,15
Total	0,00

II - Section d'investissement

RECETTES

Ajustement de recettes	-563 644,23
Virement de section	-2 000 781,15
Total	-2 564 425,38

DEPENSES

Crédits nouveaux	89 342,00
Ajustements et restitution de crédits	-2 653 767,38
Virements internes à la section	0,00
Total	-2 564 425,38

2/ la mise à jour des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiements (CP)
Telle qu'annexée dans l'extrait du plan pluriannuel d'investissement

3/ les admissions en non-valeur
Une somme de 56 343,93 € est admise en non-valeur sur le budget principal.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,

Michel PÉLIEU

BUDGET PRINCIPAL - DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRÉNÉES

Décision Modificative n°3 - Annexe 1

Séance plénière du Conseil Départemental du 8 DECEMBRE 2023

FONCTIONNEMENT

RECETTES

DGA	LC	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
						0,00
						0,00
			Ajustement de recettes		**0,00**	
			TOTAL		**0,00**	

FONCTIONNEMENT
DEPENSES

DGA	LC	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DGS	51121	67-0202/6718	Règlement amiable des litiges	20 000,00	60 301,00	80 301,00
			Crédits nouveaux		**60 301,00**	
DCBN	47144	65-221/65738	Subvention exceptionnelle collèges publics	446 540,00	-220 000,00	226 540,00
DCBN	51032	011-0202/615221	Entretien réparation batiments publics FCTVA	80 689,88	10 000,00	90 689,88
DCBN	51033	011-221/615221	Entretien réparation batiments publics collèges FCTVA	68 858,75	5 000,00	73 858,75
DCBN	53208	65-221/65738	Subvention exceptionnelle denrées collégiens	115 000,00	-20 000,00	95 000,00
DCBN	47037	65-221/65732	Participation Région maintenance informatique cités scolaires	25 000,00	-20 000,00	5 000,00
			Ajustement de dépenses		**-245 000,00**	
DGS	208	65-0202/6568	Participation titres de repas	1 742 500,00	-180 000,00	1 562 500,00
DGS	46250	012-58/64111	Rémunération principale personnel titulaire	1 799 400,00	180 000,00	1 979 400,00
DGS	44071	017-566/64111	Rémunération principale personnel titulaire	308 000,00	-155 000,00	153 000,00
DGS	46226	012-52/64111	Rémunération principale personnel titulaire	583 000,00	155 000,00	738 000,00
DGS	46262	016-551/64111	Rémunération principale personnel titulaire	950 000,00	-145 000,00	805 000,00
DGS	46256	012-58/64131	Rémunération principale personnel non titulaire	480 000,00	145 000,00	625 000,00
DGS	209	65-0202/6568	Participation chèques vacances	194 000,00	-35 000,00	159 000,00
DGS	46220	012-51/64111	Rémunération principale personnel titulaire	900 000,00	35 000,00	935 000,00
DGS	40160	011-50/6251	Frais déplacement missions dsd	180 000,00	-50 000,00	130 000,00
DGS	10020	012-0201/64111	Rémunération principale personnel titulaire	4 712 700,00	50 000,00	4 762 700,00
DGS	46214	012-51/64111	Rémunération principale personnel titulaire	3 050 000,00	320 000,00	3 370 000,00
DGS	53027	011-0202/617	Projets RH	430 700,00	-320 000,00	110 700,00
			Virements internes à la section		**0,00**	
DGS	*518*	*022-01/022*	*Dépenses imprévues*	*19 254 154,22*	*2 185 480,15*	*21 439 634,37*
DGS	*10354*	*023-01/023*	*Virement de section*	*59 421 703,71*	*-2 000 781,15*	*57 420 922,56*
			TOTAL		**0,00**	

INVESTISSEMENT
RECETTES

DGA	LC	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DSD	54110	13-538/1381	Subvention investissement - CNSA AMI Habitat Inlcusif	0,00	111 678,00	111 678,00
DCBN	52000	13-221/1346	Dotation de soutien à l'investissement des Départements collèges	1 504 847,00	-442 616,00	1 062 231,00
DCBN	53043	13-11/1346	Dotation de soutien à l'investissement des Départements gendarmerie	385 725,00	-111 352,00	274 373,00
DCBN	53041	13-60/1346	Dotation de soutien à l'investissement des Départements bât routes	136 008,00	-95 205,60	40 802,40
DCBN	54053	13-221/13272	FEDER subvention non transférable DSIN	1 153 885,00	-5 953,78	1 147 931,22
DDL	34062	13-61/1324	Participation études captages	42 000,00	-20 194,85	21 805,15
			Ajustement de recettes		**-563 644,23**	
DGS	*10353*	*021-01/021*	*Virement de section*	*59 421 703,71*	*-2 000 781,15*	*57 420 922,56*
			TOTAL		**-2 564 425,38**	

INVESTISSEMENT
DEPENSES

DGA	LC	Imputation	Libellé	Voté	Modification proposée	Nouvelle prévision
DSD	54114	204-538/204142	Subvention investissement bâtiment - Habitat inclusif- Communes	0,00	77 184,00	77 184,00
DSD	54115	204-538/20421	Subvention investissement études et matériel - Habitat inclusif- Associations	0,00	12 158,00	12 158,00
			Crédits nouveaux		**89 342,00**	
DSD	46035	204-72/20422	AP 5LOG 2015-1 (logements particuliers 2015)	121 223,12	-57 235,12	63 988,00
DSD	51267	204-72/20422	AP SOLIDSOC 2020-1 (logements particuliers 2021-2026)	400 000,00	-100 000,00	300 000,00
DCBN	51146	21-221/2181	AP INFBATDPTX 2020-1 (collèges matériels demi-pension)	729 407,34	-200 000,00	529 407,34
DCBN	51149	20-221/2031	AP INFBATDPTX 2020-1 (collèges frais études)	66 978,77	55 000,00	121 978,77
DCBN	51167	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Arreau réhabilitation)	70 000,00	-50 000,00	20 000,00
DCBN	51313	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Saint Laurent réhabilitation)	452 811,75	-33 000,00	419 811,75
DCBN	52139	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Tournay réhabilitation)	451 942,16	-25 000,00	426 942,16
DCBN	53033	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Photovoltaique)	989 340,39	-110 000,00	879 340,39
DCBN	53220	23-221/2317312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Sarsan Photovoltaique)	274 000,00	-50 000,00	224 000,00
DCBN	51168	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Desaix réhabilitation)	62 853,76	22 000,00	84 853,76
DCBN	53152	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Maubourguet réhabilitation)	276 065,10	-10 000,00	266 065,10
DCBN	54023	23-221/2317312	AP INFBATDPTX 2020-1 (coll.Sarsan préau biomasse)	120 000,00	-40 000,00	80 000,00
DCBN	51176	20-60/2031	AP INFBATDPTX 2020-3 (bâtiments activités routes frais études)	20 000,00	-20 000,00	0,00
DCBN	53042	23-60/231311	AP INFBATDPTX 2020-3 (bâtiments routes photovoltaiques)	307 675,04	-50 000,00	257 675,04
DCBN	53189	21-60/21311	AP INFBATDPTX 2020-3 (acquisition centre exploitation Cauterets)	26 655,00	-26 655,00	0,00
DCBN	51182	20-602031	AP INFBATDPTX 2020-4 (centre exploitation Vignec frais études)	12 648,69	-5 000,00	7 648,69
DCBN	51184	23-60/231311	AP INFBATDPTX 2020-4 (centre exploitation Vignec construction)	165 119,88	-30 000,00	135 119,88
DCBN	51188	23-50-231313	AP INFBATDPTX 2020-6 (bat sociaux gros entretiens grosses reparations)	537 045,41	-130 000,00	407 045,41
DCBN	45027	23-0202/231311	AP 3BATGR 2014-1 (immobilier de bureau)	1 102 066,17	-70 000,00	1 032 066,17
DCBN	51191	20-312/2031	AP INFBATDPTX 2020-7 (abbaye Escaladieu études)	30 000,00	-30 000,00	0,00
DCBN	54027	23-312/231314	AP INFBATDPTX 2020-7 (abbaye Saint-Sever chantier insertion)	100 000,00	-70 000,00	30 000,00
DCBN	50210	23-312/23134	AP 3BATESC 2014-1 (Escaladieu phase 2 toitures/salle voutée)	624 877,97	-100 000,00	524 877,97
DCBN	51199	23-315/231314	AP INFBATDPTX 2020-8 (bâtiment archives Ténot restructuration)	9 752 448,11	-1 000 000,00	8 752 448,11
DCBN	53018	23-0202/231311	AP INFBATDPTX 2020-11 (Ei 11 Manent R4R1RDC et Data Center et facades)	500 000,00	20 000,00	520 000,00
DCBN	51201	20-221/2051	AP EDUCATION 2020/2 (collèges logiciels licences)	30 000,00	-29 480,00	520,00
DCBN	46093	204-23/204122	AP 3UNIV 2014-1 (subvention Région DUT génie civil bâtiments installations)	361 330,00	-42 287,11	319 042,89
DCBN	43006	204-221/204142	AP 3COLSUB 2013-2 (subvention équipt aux communes travaux bâtiments)	14 000,00	-4 063,49	9 936,51
DCBN	47026	23-60/231311	AP 3BATSUB 2013-1 (bâtiments activités routes gros entretien)	1 620,73	-1 620,73	0,00
DCBN	50161	20-60/2031	AP 3BATSUB 2013-1 (bâtiments activités routes frais études)	700,00	-700,00	0,00
DCBN	54021	23-221/231312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège étanchéité toit terrasse)	220 000,00	-7 000,00	213 000,00
DCBN	54022	23-221/2317312	AP INFBATDPTX 2020-1 (collège Mad Sarsan étanchéité toit terrasse)	100 000,00	-7 000,00	93 000,00
DDL	53120	204-74/20422	AP SOLIDTER 2021-11 (développement territorial 2022)	269 628,00	-70 650,00	198 978,00
DDL	53052	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-11 (développement territorial 2022)	382 938,00	-57 047,00	325 891,00
DDL	48142	204-94/204142	AP 5PTHP 2017-2 (pôles touristiques 2018)	5 000,00	-1 267,00	3 733,00
DDL	38005	20-61/2031	5FEPC 2008-1 (eau protection captages)	25 603,63	-12 000,00	13 603,63
DDL	52027	204-61/204142	AP AGRIENVI 2021-2 (eau potable assainissement 2023)	200 000,00	-93 000,00	107 000,00
DDL	51220	204-731/204141	AP AGRIENVI 2020-6 (fonds maîtrise déchets)	185 928,00	-100 000,00	85 928,00
DDL	51221	204-731/204142	AP AGRIENVI 2020-6 (fonds maîtrise déchets)	61 000,00	-61 000,00	0,00
DDL	51262	204-71/204142	AP SOLIDTER 2020-4 (communes urbaines 2021)	224 252,00	-16 940,00	207 312,00
DDL	51235	204-312/20422	AP CULTURE 2020-3 (patrimoine privé)	31 000,00	-18 500,00	12 500,00
DDL	51232	21-315/216	AP CULTURE 2020-2 (archives documents)	70 000,00	-325,00	69 675,00
DDL	51233	21-315/21848	AP CULTURE 2020-2 (archives documents)	85 000,00	-12 140,00	72 860,00
DDL	51234	21-315/216	AP CULTURE 2020-2 (archives documents)	30 000,00	-4 000,00	26 000,00
DGS	51311	204-12/2041782	AP SOLIDTER 2020-7 (sécurité incendie)	200 000,00	-4 856,93	195 143,07
			Ajustements et restitution de crédits		**-2 653 767,38**	
DCBN	54088	20-0202/2051	AP MOYGEN 2023/1 (cybersécurité licences logiciels)	250 000,00	-63 000,00	187 000,00
DCBN	54092	23-0202/237	AP MOYGEN 2023/1 (cybersécurité avances sur cdes licences logiciels)	0,00	63 000,00	63 000,00
DRM	51275	23-621/23151	AP INFROUTRA 2020-5 (RD Structurantes)	1 942 956,00	-351 287,00	1 591 669,00
DRM	51277	21-621/2151	AP INFROUTRA 2020-5 (RD Structurantes)	130 000,00	351 287,00	481 287,00
DRM	51291	21-621/2157	AP MOYGEN 2020-5 (matériels techniques routiers)	954 520,00	-5 000,00	949 520,00
DRM	52170	23-621/238	AP MOYGEN 2020-5 (matériels techniques routiers)	890 000,00	5 000,00	895 000,00
DRM	51296	21-0202/2182	AP MOYGEN 2020-6 (véhicules administratifs)	439 880,50	-21 000,00	418 880,50
DRM	52168	23-0202/238	AP MOYGEN 2020-6 (véhicules administratifs)	0,00	21 000,00	21 000,00
DDL	48096	204-74/204142	AP 5AAPST 2017-2 (développement territorial 2018)	27 538,00	-25 514,00	2 024,00
DDL	48110	204-74/204142	AP 5AAPST 2017-4 (développement territorial 2020)	367 407,00	-325 000,00	42 407,00
DDL	51256	204-74/204142	AP SOLIDTER 2020-3 (développement territorial 2021)	472 623,00	-113 150,00	359 473,00
DDL	52044	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-11 (développement territorial 2022)	1 082 795,00	-84 738,00	998 057,00
DDL	53052	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-11 (développement territorial 2022)	325 891,00	-106 090,00	219 801,00
DDL	52046	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-12 (développement territorial 2023)	200 000,00	-158 894,00	41 106,00
DDL	53053	204-71/204142	AP SOLIDTER 2021-12 (développement territorial 2023)	200 000,00	-151 716,00	48 284,00

DDL	54052	204-71/204142	AP SOLIDTER 2022-2 (plan avenir Lourdes)	150 000,00	-150 000,00	0,00
DDL	48144	204-94/204142	AP 5PTHP 2017-3 (pôles touristiques 2019)	115 696,00	-90 000,00	25 696,00
DDL	51263	204-94/204141	AP TOURISME 2020-1 (pôles touristiques 2021)	183 951,00	-75 000,00	108 951,00
DDL	51264	204-94/204142	AP TOURISME 2020-1 (pôles touristiques 2021)	464 238,00	-200 000,00	264 238,00
DDL	52009	204-94/204142	AP TOURISME 2020-1 (pôles touristiques 2022)	350 457,00	290 000,00	640 457,00
DDL	52010	204-94/204142	AP TOURISME 2020-1 (pôles touristiques 2023)	180 000,00	75 000,00	255 000,00
DDL	48135	204-74/204142	AP 5FAR 2017-4 (fonds d'aménagement rural 2020)	350 000,00	25 514,00	375 514,00
DDL	51254	204-74/204142	AP SOLIDTER 2020-2 (fonds d'aménagement rural 2021)	1 392 553,00	150 000,00	1 542 553,00
DDL	52015	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-1 (fonds d'aménagement rural 2022)	3 848 054,00	438 150,00	4 286 204,00
DDL	52017	204-74/204142	AP SOLIDTER 2021-2 (fonds d'aménagement rural 2023)	1 782 828,00	395 348,00	2 178 176,00
DDL	53154	204-74/204142	AP SOLIDTER 2022-3 (fonds d'aménagement rural fibre)	70 000,00	16 940,00	86 940,00
DDL	51252	204-74/204142	AP SOLIDTER 2020-1 (intempéries communes)	150 000,00	89 150,00	239 150,00
DDL	51214	204-61/204182	AP AGRIENVI 2020-3 (eau travaux Institution Adour)	1 378 364,43	57 034,00	1 435 398,43
DDL	51215	204-61/2041782	AP AGRIENVI 2020-4 (eau foncier réservoir Institution Adour)	80 000,00	-57 034,00	22 966,00
DDL	48155	204-61/204142	AP 5AEP 2017-4 (eau potable assainissement 2020)	452 127,00	5 000,00	457 127,00
DDL	51211	204-61/204141	AP AGRIENVI 2020-2 (eau potable assainissement 2021)	108 065,00	-5 000,00	103 065,00
DDL	52027	204-61/204142	AP AGRIENVI 2021-2 (eau potable assainissement 2023)	107 000,00	-28 000,00	79 000,00
DDL	54010	204-61/204142	AP AGRIENVI 2023-1 (renouvellement réseaux 2023)	100 000,00	28 000,00	128 000,00
			Virements internes à la section		**0,00**	
			TOTAL		**-2 564 425,38**	

Annexe 2 - AP/CP du PPI

DGA	Libellé	N°	AP voté	Modifications	AP voté + modifications	Réalisé antérieur	AP disponible	CP 2023 dont reports proposés	CP 2024	CP 2025	CP 2026	CP 2027	CP 2028	CP 2029	CP 2030	CP 2031	CP 2032
DGS	MATERIEL COMMUNICATION	MOYGEN-2020-8	150 000		150 000	25 544	124 456	33 000	32 500	32 500	32 023						
	MATERIEL DE SECURITE ET DE PREVENTION RESSOURCES HUMAINES	MOYGEN-2020-7	150 000		150 000	53 670	96 330	30 000	27 000	25 000	25 241						
	SECURITE INCENDIE	**SOLIDTER-2020-7**	**605 500**		**605 500**	**91 044**	**514 456**	**195 143**	**204 857**	**205 500**							
DGS - Total			**905 500**		**905 500**	**170 258**	**735 242**	**258 143**	**264 357**	**263 000**	**57 264**						
DDL	ACHAT MATERIEL	MOYGEN-2021-1	24 000		24 000	9 063	14 937	3 000	5 500	6 437							
	AGRICULTURE ET FORET 2021-2028	**AGRIENVI-2020-8**	**768 000**	**256 000**	**1 024 000**	**164 512**	**859 488**	**128 000**	**128 000**	**128 000**	**128 000**	**128 000**	**128 000**	**115 559**			
	APPEL A PROJETS RENOUVELLEMENT DE RESEAUX 2023	**AGRIENVI-2023-1**	**500 000**		**500 000**		**500 000**	**128 000**	**250 000**	**122 000**							
	ARCHIVES DOCUMENT 2021-2028	**CULTURE-2020-2**	**1 047 000**	**355 666**	**1 402 666**	**397 394**	**1 005 272**	**168 535**	**130 000**	**130 303**	**130 000**	**129 697**	**130 000**	**130 000**	**141 941**		
	ARCHIVES RESTRUCTURATION PHASE PREPARATOIRE	**INFBATDPTX-202**	**470 000**		**470 000**	**114 906**	**355 094**	**1 850**	**10 000**	**345 092**							
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 2018	**5AAPST-2017-2**	**1 415 807**	**-25 514**	**1 390 293**	**1 390 293**		**2 024**									
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 2020	**5AAPST-2017-4**	**1 348 578**		**1 348 578**	**1 023 578**	**325 000**	**42 407**	**325 000**								
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 2021	**SOLIDTER-2020-3**	**1 733 700**		**1 733 700**	**1 322 700**	**411 000**	**478 044**	**311 000**	**100 000**							
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 2027	**SOLIDTER-2023-3**		**2 538 000**	**2 538 000**		**2 538 000**					**350 000**	**1 650 000**	**538 000**			
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL 2028	**SOLIDTER-2023-4**		**2 538 000**	**2 538 000**		**2 538 000**						**350 000**	**1 650 000**	**538 000**		
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COMMUNES URBAINES 2022	**SOLIDTER-2021-1**	**3 792 113**	**-228 000**	**3 564 113**	**2 017 157**	**1 546 956**	**1 445 160**	**1 082 647**	**298 000**	**150 000**						
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COMMUNES URBAINES 2023	**SOLIDTER-2021-1**	**3 800 000**		**3 800 000**	**88 780**	**3 711 220**	**89 390**	**1 636 940**	**988 500**	**985 170**	**100 000**					
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COMMUNES URBAINES 2024	SOLIDTER-2021-1	2 538 000		2 538 000		2 538 000		350 000	1 650 000	538 000						
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COMMUNES URBAINES 2025	SOLIDTER-2021-1	2 538 000		2 538 000		2 538 000			350 000	1 650 000	538 000					
	DEVELOPPEMENT TERRITORIAL ET COMMUNES URBAINES 2026	SOLIDTER-2021-1	2 538 000		2 538 000		2 538 000				350 000	1 650 000	538 000				
	DYNAMISATION COMMUNES URBAINES 2021	**SOLIDTER-2020-4**	**580 209**		**580 209**	**526 769**	**53 440**	**207 312**	**53 440**								
	EAU ETUDES REGLEMENT BARRAGES	AGRIENVI-2021-6	100 000		100 000		100 000		100 000								
	EAU FONCIER RESERVOIR INSTITUTION ADOUR 2021-2028	**AGRIENVI-2020-4**	**500 000**	**166 666**	**666 666**	**119 207**	**547 459**	**22 966**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**80 000**	**77 000**	**77 000**	**73 459**		
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2019	5AEP-2017-3	1 166 785		1 166 785	1 164 070	2 715	7 976									
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2020	**5AEP-2017-4**	**1 134 206**		**1 134 206**	**665 944**	**468 262**	**475 407**	**770**								
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2021	**AGRIENVI-2020-2**	**384 113**		**384 113**	**211 330**	**172 783**	**166 667**	**34 720**								
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2022	AGRIENVI-2021-1	1 811 361		1 811 361	466 303	1 345 058	1 033 811	539 400								
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2023	**AGRIENVI-2021-2**	**1 500 000**		**1 500 000**		**1 500 000**	**164 500**	**760 000**	**575 500**							
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2024	AGRIENVI-2021-3	1 200 000		1 200 000		1 200 000		300 000	700 000	200 000						
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2025	AGRIENVI-2021-4	1 200 000		1 200 000		1 200 000			300 000	700 000	200 000					
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2026	AGRIENVI-2021-5	1 200 000		1 200 000		1 200 000				300 000	700 000	200 000				
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2027	**AGRIENVI-2023-3**		**1 200 000**	**1 200 000**		**1 200 000**					**300 000**	**700 000**	**200 000**			
	EAU POTABLE ASSAINISSEMENT 2028	**AGRIENVI-2023-4**		**1 200 000**	**1 200 000**		**1 200 000**						**300 000**	**700 000**	**200 000**		
	EAU PROTECTION CAPTAGES	**5FEPC-2008-1**	**1 071 729**		**1 071 729**	**934 465**	**137 264**	**13 604**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**16 546**				
	EAU TRAVAUX INSTITUTION ADOUR	5TXHYDR-2012-1	937 118		937 118	918 778	18 340	18 340									
	EAU TRAVAUX INSTITUTION ADOUR 2021-2028	**AGRIENVI-2020-3**	**2 900 000**	**400 000**	**3 300 000**	**1 112 172**	**2 187 828**	**1 457 034**	**800 000**	**200 000**	**200 000**	**200 000**	**150 000**	**150 000**	**53 512**		
	ECOLES 2021-2028	**EDUCATION-2020**	**600 000**	**200 000**	**800 000**	**60 329**	**739 671**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**46 667**			
	ENERGIES RENOUVELABLES	5ENR-2019-1	29 988		29 988	28 260	1 728	1 728									
	ENERGIES RENOUVELABLES	AGRIENVI-2020-7	542 650		542 650	500 000	42 650	20 000	22 650								
	FAR 2017	5FAR-2017-1	6 397 325		6 397 325	6 360 665	36 660	36 660									
	FAR 2018	5FAR-2017-2	6 360 763		6 360 763	6 316 734	44 029	83 173									
	FAR 2019	5FAR-2017-3	6 398 847		6 398 847	6 361 168	37 679	167 112	52								
	FAR 2020	**5FAR-2017-4**	**6 458 213**		**6 458 213**	**6 231 755**	**226 458**	**375 514**	**79 891**								
	FAR 2021	**SOLIDTER-2020-2**	**7 147 408**		**7 147 408**	**6 468 510**	**678 898**	**1 550 000**	**279 482**								
	FAR 2022	**SOLIDTER-2021-1**	**7 150 000**		**7 150 000**	**4 511 977**	**2 638 023**	**4 318 820**	**1 381 193**								
	FAR 2023	**SOLIDTER-2021-2**	**7 960 000**		**7 960 000**	**975 291**	**6 984 709**	**2 195 348**	**3 800 000**	**1 964 652**							
	FAR 2024	SOLIDTER-2021-3	6 500 000		6 500 000		6 500 000		1 100 000	3 500 000	1 900 000						
	FAR 2025	SOLIDTER-2021-4	6 500 000		6 500 000		6 500 000			1 100 000	3 500 000	1 900 000					
	FAR 2026	SOLIDTER-2021-5	6 500 000		6 500 000		6 500 000				1 100 000	3 500 000	1 900 000				
	FAR 2027	**SOLIDTER-2023-1**		**6 500 000**	**6 500 000**		**6 500 000**					**1 100 000**	**3 500 000**	**1 900 000**			
	FAR 2028	**SOLIDTER-2023-2**		**6 500 000**	**6 500 000**		**6 500 000**						**1 100 000**	**3 500 000**	**1 900 000**		

	FAR FIBRE	**SOLIDTER-2022-3**	**358 000**		**358 000**	**71 699**	**286 301**	**86 940**	**100 000**	**100 000**	**61 060**						
	FONCIER RURAL ECHANGES AMIABLES	5ECHAN-2012-1	89 470		89 470	80 708	8 762		8 762								
	FONDS DEPARTEMENTAL ENVIRONNEMENT 2021-2028	**AGRIENVI-2020-5**	**1 080 000**	**360 000**	**1 440 000**	**143 700**	**1 296 300**	**142 000**	**160 000**	**170 000**	**170 000**	**170 000**	**170 000**	**170 000**	**182 242**		
	FONDS MAITRISE DECHETS 2021-2028	**AGRIENVI-2020-6**	**1 200 000**	**400 000**	**1 600 000**	**90 497**	**1 509 503**	**85 928**	**220 000**	**220 000**	**220 000**	**220 000**	**220 000**	**220 000**	**121 415**		
	INTEMPERIES COMMUNES	5FURI-2011-1	2 475 442		2 475 442	2 400 214	75 228	76 922									
	INTEMPERIES COMMUNES 2021-2028	**SOLIDTER-2020-1**	**1 600 000**	**533 332**	**2 133 332**	**255 750**	**1 877 582**	**239 150**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**300 000**	**256 305**			
	MATERIEL CULTUREL 2021-2028	**MOYGEN-2020-2**	**180 000**	**60 000**	**240 000**	**68 576**	**171 424**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**30 687**				
	MISE EN TOURISME RICE	TOURISME-2023-1	313 000		313 000		313 000	100 000	213 000								
	PASTORALISME	5PASTOR-2012-1	454 241		454 241	438 370	15 870	21 765									
	PATRIMOINE PRIVE 2021-2028	**CULTURE-2020-3**	**300 000**	**100 000**	**400 000**	**43 300**	**356 700**	**21 500**	**62 600**	**51 000**	**46 000**	**46 000**	**46 000**	**46 000**	**45 600**		
	PLAN AVENIR LOURDES	**SOLIDTER-2022-2**	**2 735 000**		**2 735 000**		**2 735 000**		**300 000**	**400 000**	**400 000**	**400 000**	**400 000**	**535 000**	**300 000**		
	POLES TOURISTIQUES 2018	**5PTHP-2017-2**	**1 689 859**	**-34 572**	**1 655 287**	**1 655 287**		**3 733**									
	POLES TOURISTIQUES 2019	**5PTHP-2017-3**	**1 623 274**		**1 623 274**	**1 495 578**	**127 696**	**41 225**	**90 000**								
	POLES TOURISTIQUES 2020	5PTHP-2017-4	1 254 745		1 254 745	968 328	286 417	309 514									
	POLES TOURISTIQUES 2021	**TOURISME-2020-**	**1 404 936**		**1 404 936**	**779 320**	**625 616**	**373 189**	**467 364**								
	POLES TOURISTIQUES 2022	**TOURISME-2021-**	**1 710 992**		**1 710 992**	**402 654**	**1 308 338**	**815 753**	**785 021**								
	POLES TOURISTIQUES 2023	**TOURISME-2021-**	**2 012 500**		**2 012 500**	**81 353**	**1 931 147**	**255 000**	**750 000**	**750 000**	**257 500**						
	POLES TOURISTIQUES 2024	TOURISME-2021-3	1 750 000		1 750 000		1 750 000		200 000	1 000 000	550 000						
	POLES TOURISTIQUES 2025	TOURISME-2021-4	1 750 000		1 750 000		1 750 000			200 000	1 000 000	550 000					
	POLES TOURISTIQUES 2026	TOURISME-2021-5	1 750 000		1 750 000		1 750 000				200 000	1 000 000	550 000				
	POLES TOURISTIQUES 2027	**TOURISME-2023-**		**1 750 000**	**1 750 000**		**1 750 000**					**200 000**	**1 000 000**	**550 000**			
	POLES TOURISTIQUES 2028	**TOURISME-2023-**		**1 750 000**	**1 750 000**		**1 750 000**						**200 000**	**1 000 000**	**550 000**		
	PRISES DE CAPITAL	SOLIDTER-2022-4	1 500 000		1 500 000	1 289 997	210 003		210 003								
	PROJET JEUNESSE	JEUNESSE-2023-1	30 000		30 000	5 620	24 380	15 541	6 000	6 000	2 459						
	SCHEMA DEPARTEMENTAL DES BOUES	AGRIENVI-2023-2	100 000		100 000		100 000	10 000	60 000	30 000							
	SPORTS DE NATURE 2022-2028	**SOLIDTER-2022-1**	**90 000**	**36 000**	**126 000**	**10 420**	**115 580**	**30 000**	**30 000**	**30 000**	**20 000**	**16 000**					
DDL - Total			**134 195 372**	**26 555 578**	**160 750 950**	**60 743 481**	**100 007 468**	**17 580 541**	**17 703 436**	**15 975 484**	**15 318 189**	**13 957 697**	**13 776 233**	**11 784 531**	**4 106 169**		
DSD	**ANRU - RENOVATION URBAINE**	**SOLIDTER-2020-5**	**6 000 000**		**6 000 000**		**6 000 000**		**1 491 500**	**1 491 500**	**1 152 200**	**722 200**		**347 600**	**795 000**		
	EHPAD PYRENE PLUS - SAINT PE	7SUBDIV-2020-1	186 000		186 000	93 000	93 000		93 000								
	EHPAD SUBVENTIONS	SOLIDSOC-2021-1	210 000		210 000	210 000		105 000									
	LOGEMENTS PARTICULIERS 2015	**5LOG-2015-1**	**1 135 647**		**1 135 647**	**945 286**	**190 361**	**63 988**	**153 973**								
	LOGEMENTS PARTICULIERS 2021-2026	**SOLIDSOC-2020-1**	**3 270 000**		**3 270 000**	**485 755**	**2 784 245**	**300 000**	**500 000**	**500 000**	**600 000**	**700 000**	**434 677**				
	MOBILIER ET MATERIEL MEDICAL PMI	MOYGEN-2020-4	36 000		36 000	18 731	17 269	17 000	2 000	1 051							
	PLAI BAILLEURS SOCIAUX 2022-2026	SOLIDSOC-2022-1	651 000		651 000		651 000	21 000	56 220	99 780	241 000	58 200	55 600	119 200			
	PLAI HABITAT URBANISME 2021-2026	SOLIDSOC-2020-2	70 000		70 000	35 000	35 000	35 000									
DSD - Total			**11 558 647**		**11 558 647**	**1 787 772**	**9 770 875**	**541 988**	**2 296 693**	**2 092 331**	**1 993 200**	**1 480 400**	**490 277**	**466 800**	**795 000**		
DCBN	**ABBAYE ESCALADIEU MATERIEL ET TRAVAUX**	**3BATESC-2014-1**	**3 307 800**		**3 307 800**	**2 825 193**	**482 608**	**589 162**	**350 300**								
	ARCHIVES NUMERISATION	**CULTURE-2020-1**	**766 000**	**240 000**	**1 006 000**	**380 876**	**625 124**	**143 000**	**120 000**	**120 000**	**120 949**	**120 000**	**120 000**				
	ARCHIVES RESTRUCTURATION BATIMENT TENOT	**INFBATDPTX-202**	**23 764 000**		**23 764 000**	**7 581 445**	**16 182 555**	**8 752 448**	**9 665 000**	**2 750 000**	**362 229**						
	BAT ADMINISTRATIFS	**INFBATDPTX-202**	**5 279 256**	**287 618**	**5 566 874**	**2 422 540**	**3 144 334**	**1 238 785**	**1 325 000**	**985 000**	**115 000**	**120 000**	**120 000**				
	BAT CULTURE	**INFBATDPTX-202**	**1 723 600**	**1 197 980**	**2 921 580**	**349 698**	**2 571 882**	**215 852**	**580 000**	**445 000**	**455 000**	**465 000**	**460 000**				
	BAT EDUCATION	**INFBATDPTX-202**	**40 967 571**	**2 434 358**	**43 401 929**	**13 628 921**	**29 773 008**	**7 455 312**	**6 725 000**	**6 013 533**	**8 640 000**	**3 880 000**	**1 875 000**				
	BAT EDUCATION UNIVERSITE	INFBATDPTX-2020	226 221		226 221	174 783	51 438	51 438	25 000								
	BAT EDUCATION UNIVERSITE	**INFBATDPTX-202**	**2 383 000**		**2 383 000**		**2 383 000**			**500 000**	**883 000**	**500 000**	**500 000**				
	BAT GENDARMERIE	**INFBATDPTX-202**	**2 549 000**	**255 479**	**2 804 479**	**1 786 777**	**1 017 703**	**688 581**	**374 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**				
	BAT ROUTES	**INFBATDPTX-202**	**2 647 655**	**436 070**	**3 083 725**	**1 351 833**	**1 731 892**	**767 876**	**652 055**	**235 000**	**115 000**	**115 000**	**115 000**				
	BAT SOCIAUX	**INFBATDPTX-202**	**1 255 000**	**622 170**	**1 877 170**	**552 074**	**1 325 096**	**491 151**	**550 000**	**350 000**	**60 000**	**65 000**	**65 000**				
	BAT SPORT	**INFBATDPTX-202**	**211 171**	**28 583**	**239 754**	**148 603**	**91 151**	**58 939**	**30 000**	**15 000**	**15 000**	**15 000**	**15 000**				
	BATIMENTS ADMINISTRATIFS TRAVAUX DE REDEPLOIEMENT	**3BATGR-2014-1**	**25 663 017**		**25 663 017**	**25 214 854**	**448 163**	**1 032 066**	**70 000**								
	BATIMENTS ROUTIERS MATERIEL ET TRAVAUX	**3BATSUB-2013-1**	**2 563 859**	**-31 565**	**2 532 294**	**2 532 294**											
	COLLEGES EQUIPEMENTS SPORTIFS	**3COLSUB-2013-2**	**1 080 389**	**-4 063**	**1 076 326**	**1 076 326**		**9 937**									
	COLLEGES REHABILITATIONS	3COLREH-2015-1	6 525 120		6 525 120	6 519 929	5 190	33 587									
	COLLEGES SUBVENTIONS MATERIELS MOBILIERS EQUIPEMENTS SPO	**EDUCATION-2020**	**1 464 573**	**250 399**	**1 714 972**	**350 487**	**1 364 485**	**644 594**	**287 537**	**120 000**	**120 000**	**120 000**	**120 000**				
	CONSTRUCTION CENTRE EXPLOITATION VIGNEC	**INFBATDPTX-202**	**1 200 000**	**-35 000**	**1 165 000**	**1 156 029**	**8 971**	**158 769**									

	CYBERSECURITE	MOYGEN-2023-1	1 000 000	3 750 000	4 750 000	198 714	4 551 286	1 000 000	870 000	950 000	830 000	600 000	500 000				
	INFORMATIQUE COLLEGES	EDUCATION-2020	3 706 238	1 147 519	4 853 757	2 362 505	2 491 252	260 520	506 238	456 096	330 000	580 000	580 000				
	INFORMATIQUE HORS COLLEGES	MOYGEN-2020-1	13 108 326	5 125 252	18 233 578	3 721 113	14 512 465	2 441 752	2 812 500	2 772 500	2 600 553	2 292 000	2 292 000				
	MOBILIER MATERIEL OUTILLAGE	MOYGEN-2020-3	488 000	646 256	1 134 256	242 853	891 403	98 713	135 000	365 000	115 000	115 000	115 000				
	POLE UNIVERSITAIRE DUT GENIE CIVIL	3UNIV-2014-1	1 644 779	-42 287	1 602 492	1 602 492		319 043									
DCBN - Total			143 524 575	16 308 768	159 833 344	76 180 338	83 653 006	26 451 524	25 077 630	16 197 129	14 881 731	9 107 000	6 997 000				
DRM	AMENAGEMENT ROUTE DEPARTEMENTALE 8 SOUES BERNAC	INFROUTRA-2020	18 708 000		18 708 000	4 007 416	14 700 584	240 000	500 000	3 720 000	6 892 000	2 428 000	1 151 343				
	GRAND PROJET SUD OUEST	MOBILITES-2023-	2 400 000	2 370 000	4 770 000		4 770 000	60 000	60 000	620 000	620 000	620 000	620 000	2 170 000			
	MATERIELS TECHNIQUES ROUTIER	MOYGEN-2020-5	14 340 000	4 723 947	19 063 947	6 201 860	12 862 087	2 440 000	2 420 000	2 340 000	2 340 000	2 320 000	2 320 000				
	PLAN VELO	MOBILITES-2022-	200 000	7 800 000	8 000 000	136 401	7 863 599	96 502	800 000	825 000	825 000	800 000	800 000	3 750 000			
	PYRENIA	INFROUTRA-2020	6 942 434	5 545 861	12 488 295	3 112 295	9 376 000	1 072 861	1 852 000	1 798 500	1 833 500	1 861 500	1 869 500	161 000			
	ROUTE NATIONALE 21 - CPER	INFROUTRA-2020	13 200 000	4 750 000	17 950 000	400 500	17 549 500	33 000	200 000	1 000 000	2 000 000	5 000 000	4 000 000	5 349 500			
	ROUTES DEPARTEMENTALES FONDS DE CONCOURS	INFROUTRA-2020	2 400 000	400 000	2 800 000	544 823	2 255 177	350 000	400 000	400 000	400 000	400 000	393 128				
	ROUTES DEPARTEMENTALES SECONDAIRES	INFROUTRA-2020	41 259 411	20 456 705	61 716 116	18 593 502	43 122 614	7 785 000	8 955 000	7 600 000	7 646 350	7 694 091	7 743 264				
	ROUTES DEPARTEMENTALES STRUCTURANTES	INFROUTRA-2020	83 629 961	55 877 792	139 507 753	25 984 217	113 523 536	12 548 000	14 261 000	14 443 000	14 763 000	16 047 800	16 847 992	30 150 000			
	SECURISATION DES GORGES DE LUZ	INFROUTRA-2023	11 000 000		11 000 000		11 000 000			5 500 000	500 000	4 500 000	500 000				
	TUNNEL ARAGNOUET BIELSA	INFROUTRA-2020	800 000	283 284	1 083 284	258 284	825 000	130 000	165 000	165 000	165 000	165 000	165 000				
	VEHICULES ADMINISTRATIFS	MOYGEN-2020-6	1 412 114	1 550 886	2 963 000	700 658	2 262 342	439 881	400 000	500 000	450 000	400 000	400 886				
DRM - Total			196 291 920	103 758 475	300 050 395	59 939 956	240 110 439	25 195 244	30 013 000	38 911 500	38 434 850	42 236 391	36 811 114	41 580 500			
Récapitulatif général - Total			486 476 014	146 622 822	633 098 835	198 821 805	434 277 030	70 027 440	75 355 116	73 439 444	70 685 234	66 781 488	58 074 624	53 831 831	4 901 169		

REPUBLIQUE FRANCAISE **DÉPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES**	**DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL** --- **CINQUIEME REUNION DE 2023**

Séance du 8 décembre 2023

Date de la convocation : 24 novembre 2023

Étaient présents : Monsieur Michel PÉLIEU, Madame Joëlle ABADIE, Madame Laurence ANCIEN, Monsieur Louis ARMARY, Monsieur Marc BEGORRE, Madame Maryse BEYRIE, Monsieur Yannick BOUBEE, Monsieur Pierre BRAU-NOGUE, Madame Maryse CARRERE, Monsieur Gilles CRASPAY, Madame Nicole DARRIEUTORT, Monsieur Nicolas DATAS-TAPIE, Madame Andrée DOUBRERE, Madame Geneviève ISSON, Madame Evelyne LABORDE, Madame Isabelle LAFOURCADE, Monsieur Laurent LAGES, Monsieur David LARRAZABAL, Monsieur Frédéric LAVAL, Monsieur Thierry LAVIT, Madame Pascale PERALDI, Monsieur Stéphane PEYRAS, Madame Marie PLANE, Monsieur Bernard POUBLAN, Madame Marie-Françoise PRUGENT, Madame Geneviève QUERTAIMONT, Monsieur Frédéric RE, Monsieur Jean-Michel SEGNERE, Madame Virginie SIANI WEMBOU, Madame Andrée SOUQUET, Madame Véronique THIRAULT, Monsieur Bernard VERDIER.

Avait(aient) donné pouvoir : Monsieur Jean BURON à Madame Andrée SOUQUET, Madame Monique LAMON à Monsieur Bernard VERDIER.

Le quorum est atteint,

PRE-BUDGETS 2024

DOSSIER N°504
Monsieur Laurent LAGES, RAPPORTEUR

Vu le rapport du Président,

Après avis de la cinquième commission,

Le Conseil Départemental, après en avoir délibéré,

DECIDE

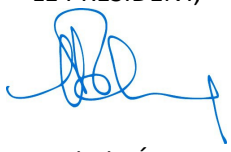
Article unique - d'adopter les pré-budgets 2024 tels que décrits ci-dessous :

	Dépenses de Fonctionnement	Dépenses d'investissement (suivies en AP) + capital de la dette	Dépenses d'investissement hors AP, hors dette (25%)	**TOTAL**
Budget principal	418 526 650	93 976 672	4 251 305	**516 754 627**
Budget annexe MDEF	401 463	-	4 669	**406 132**
Total	**418 928 113**	**93 976 672**	**4 255 974**	**517 160 759**
	512 904 785			

Au total, le pré-budget est de 517 160 759 €, soit de 418 928 113 € en fonctionnement et de 98 232 646 € en investissement.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Pau dans les deux mois suivant sa publication.

LE PRESIDENT,



Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES	DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL ---------- CINQUIEME REUNION DE 2023

Séance du 8 décembre 2023

Etaient présents : Mme Joëlle Abadie, Mme Laurence Ancien, M. Louis Armary, M. Marc Bégorre, Mme Maryse Beyrié, M. Yannick Boubée, M. Pierre Brau-Nogué, Mme Maryse Carrère, M. Gilles Craspay, Mme Nicole Darrieutort, M. Nicolas Datas-Tapie, Mme Andrée Doubrère, Mme Geneviève Isson, Mme Evelyne Laborde, Mme Isabelle Lafourcade, M. Laurent Lages, M. David Larrazabal, M. Frédéric Laval, M. Thierry Lavit, M. Michel Pélieu, Mme Pascale Péraldi, M. Stéphane Peyras, Mme Marie Plane, M. Bernard Poublan, Mme Marie-Françoise Prugent, Mme Geneviève Quertaimont, M. Frédéric Ré, M. Jean-Michel Ségneré, Mme Virginie Siani Wembou, Mme Andrée Souquet, Mme Véronique Thirault, M. Bernard Verdier.

Avaient donné pouvoir : M. Jean Buron à Mme Andrée Souquet, Mme Monique Lamon à M. Bernard Verdier.

VŒU
MALADIE HÉMORRAGIQUE ÉPIZOOTIQUE (MHE) :
EN SOUTIEN AUX ÉLEVEURS ET AU MARCHÉ DE RABASTENS-DE-BIGORRE,
LES ÉLUS DEMANDENT A L'ÉTAT DES AIDES RAPIDES ET FACILITÉES

déposé par le groupe « Passionnément Hautes-Pyrénées, Radicalement Solidaires »,
soutenu par les groupes « Nos Territoires En Commun », « Progrès & Solidarité »,
« Socialistes et Apparentés », « Communiste »

Après lecture par Mme Thirault, le vœu suivant est adopté à l'unanimité :

« Découverte fin septembre, la maladie hémorragique épizootique (MHE) a connu une expansion rapide puisque 3 340 foyers ont été recensés au 16 novembre - principalement dans le Sud-Ouest - le département des Hautes-Pyrénées comptabilisant à lui seul le chiffre de 593 exploitations touchées, certainement très en deçà de la réalité.

Les éleveurs sont les premiers impactés, avec des pertes à court terme (décès, amaigrissement, coûts des traitements, pertes de revenus) mais aussi à plus long terme (cheptel affaibli, avortements, pertes génétiques…).

Le marché aux bestiaux de Rabastens-de-Bigorre - géré par la SEMOP du Parc du Val d'Adour - se retrouve aussi fortement affecté par cette crise. Alors que son chiffre d'affaires avait doublé au premier semestre 2023 - par rapport à 2022 - il a été divisé par deux au second. Son rôle est pourtant primordial car depuis deux ans - après de lourds investissements – le marché a su devenir un outil positif pour la dynamique et les débouchés de l'élevage départemental (vente au cadran) et au-delà pour des départements proches (64, 32, 31, 09, 40…). Cette dynamique est également le fruit de l'animation commerciale du marché réalisée par l'association ELVEA.

En déplacement dans les Pyrénées-Atlantiques le 2 novembre, le Ministre de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Marc FESNEAU, s'est rendu dans un élevage de bovins impacté par la MHE afin de témoigner du soutien de l'État aux éleveurs. Il a annoncé à cette occasion le déploiement d'un plan d'action pour soutenir la filière et atténuer l'impact de cette maladie pour les éleveurs.
Le ministère a en ce sens réuni un groupe de travail dès la mi-octobre pour préparer les conditions d'un accompagnement conjoint - par l'Etat et par le fonds de mutualisation du risque sanitaire et environnemental (FMSE) - de l'impact économique mesurable à court terme de la MHE sur les exploitations (mortalités et coût des soins aux animaux malades).

La réouverture des flux vers l'Italie, important débouché pour les veaux broutards destinés à l'engraissement, a été un premier signal positif.

La prise en charge par l'Etat de la première analyse PCR et des frais vétérinaires en cas de suspicion est également adaptée à la situation même si les frais vétérinaires découlant d'une contamination ne le sont pas, malgré leur importance.

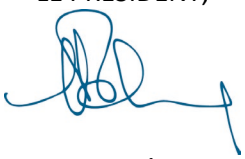
C'est pourquoi au regard :

- de l'impact de cette crise soudaine ;
- de l'importance de l'élevage dans l'économie et le maintien des paysages des Hautes-Pyrénées ;
- du rôle central du marché de Rabastens-de-Bigorre pour dynamiser la filière (éleveurs, commerçants de bestiaux…) dans les Hautes-Pyrénées et d'autres départements proches ;
- de l'urgence à répondre à cette crise.

Les élus signataires de ce vœu :

- expriment leur soutien aux éleveurs touchés directement ou indirectement par cette crise sanitaire ;
- demandent que la SEMOP du Parc du Val d'Adour, gestionnaire du marché de Rabastens-de-Bigorre, puisse être intégrée dans le plan d'aide ;
- demandent qu'au-delà des mesures annoncées, l'impact et les coûts soient pris en compte sur le long terme ;
- demandent que le plan d'aide puisse être urgemment mis en œuvre ;
- souhaitent que les services déconcentrés de l'Etat soient dotés des moyens nécessaires pour instruire les dossiers d'indemnisation efficacement. »

LE PRÉSIDENT,



Michel PÉLIEU

REPUBLIQUE FRANCAISE DEPARTEMENT DES HAUTES-PYRENEES	DELIBERATION DU CONSEIL DEPARTEMENTAL --- CINQUIEME REUNION DE 2023

Séance du 8 décembre 2023

Etaient présents : Mme Joëlle Abadie, M. Louis Armary, M. Marc Bégorre, Mme Maryse Beyrié, M. Yannick Boubée, M. Pierre Brau-Nogué, Mme Maryse Carrère, M. Gilles Craspay, Mme Nicole Darrieutort, M. Nicolas Datas-Tapie, Mme Andrée Doubrère, Mme Geneviève Isson, Mme Evelyne Laborde, Mme Isabelle Lafourcade, M. Laurent Lages, M. David Larrazabal, M. Frédéric Laval, M. Thierry Lavit, M. Michel Pélieu, Mme Pascale Péraldi, M. Stéphane Peyras, Mme Marie Plane, M. Bernard Poublan, Mme Marie-Françoise Prugent, Mme Geneviève Quertaimont, M. Frédéric Ré, M. Jean-Michel Ségneré, Mme Virginie Siani Wembou, Mme Andrée Souquet, Mme Véronique Thirault, M. Bernard Verdier.

Avaient donné pouvoir : M. Jean Buron à Mme Andrée Souquet, Mme Monique Lamon à M. Bernard Verdier.

Absente excusée : Mme Laurence Ancien.

VŒU

NON APPLICATION DU ZAN AUX COMMUNES DE MOINS DE 1 000 HABITANTS

déposé par le groupe « Passionnément Hautes-Pyrénées, Radicalement Solidaires »,
soutenu par les groupes « Nos Territoires En Commun », « Socialistes et Apparentés », « Communiste »

Après lecture par M. Lages, le vœu suivant est adopté par 29 voix pour, 2 contre (M. Laval, Mme Siani Wembou), 2 absentions (M. Craspay, Mme Doubrère),

« Vu la Loi « Climat et Résilience » du 21 aout 2021 qui introduit le principe de Zéro Artificialisation Nette des sols,

Vu la Loi du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux,

Et

Considérant l'incongruité d'une application uniforme du ZAN à l'ensemble des communes, incompatible avec la diversité des réalités locales,

Considérant que le ZAN pénalise durement les territoires économes de leur foncier pendant la période antérieure à 2021,

Considérant que les communes rurales et montagnardes consomment peu leur foncier et que le fait de leur interdire l'artificialisation des sols, c'est entériner définitivement leur déclin,

Considérant le risque d'insécurité administrative et de complexification normative, insupportable pour des territoires déjà fragiles,

Considérant l'existence d'un encadrement juridique déjà rigoureux dans les zones rurales et montagnardes (Loi montagne, sites classés, parc national, réserve régionale, znieff, site Natura 2000…),

Considérant la disparition de droits acquis sur des terrains constructibles, notamment ceux ayant fait l'objet de frais de succession déjà acquittés, qui expose les communes à de nombreux recours juridiques et à des conflits préjudiciables à l'équilibre social des petites communes,

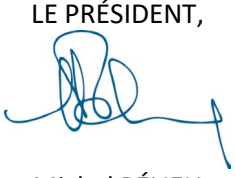
Considérant les règles d'urbanisation qui n'offrent pas la même liberté aux communes rurales et urbaines d'une densification verticale,

Considérant le risque d'inflation du prix du foncier dans tous les territoires et surtout dans ceux où les populations locales sont soumises à une forte concurrence de la demande touristique,

L'Assemblée départementale, soucieuse de garantir la mise en œuvre efficace des principes du ZAN, demande :

- à ce que la Loi Climat et Résilience soit amendée afin de renforcer la prise en compte du principe de différenciation des territoires,
- à ce que les communes rurales de moins de 1 000 habitants soient exclues du champ d'application de la Loi. »

LE PRÉSIDENT,



Michel PÉLIEU